

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 19 Juin 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°149 ■

RESSOURCES EN EAU

Le taux de remplissage des barrages atteint les 38%

P 4

LA 54^E FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER S'OUVRE DEMAIN À ALGER

L'Italie invitée d'honneur

Avec une participation record, la 54 édition de la Foire internationale d'Alger (FIA) s'ouvre, demain mardi au grand public, au Palais des expositions des Pins Maritimes (Safex), à Alger. Cette édition, qui se déroulera du 20 au 25 juin courant, verra la participation de 473 exposants nationaux (public et privé) et d'autres exposants venus de 30 pays.

P 3



ACADÉMIE DES SCIENCES ET DES TECHNOLOGIES

Le transfert technologique en Algérie en débat à Alger

Le transfert technologique en Algérie fera l'objet, lundi et mardi à Alger, d'un workshop organisé par l'Académie des Sciences et des Technologies (AST), en présence d'experts algériens, dont certains de renommée mondiale, indique un communiqué de l'Académie.

P 2

SOUS EXPLOITATION DES CAPACITÉS DES PORTS D'ALGÉRIE

L'urgence d'une solution adaptée

Avec 80 % du trafic mondial, la voie maritime reste le moyen de transport le moins cher et le plus utilisé. Et en cela, un port doit répondre à des critères bien précis, particulièrement en ces temps de mondialisation et de rentabilité effrénée ? La question qui se pose est de savoir si nos infrastructures maritimes correspondent à nos politiques de transports et de rendements et s'ils sont en adéquation avec nos objectifs.

P 5

PÊCHEURS IMPACTÉS PAR LES INTEMPÉRIES À TIPASA

Une allocation mensuelle de 30 000 DA

Les pêcheurs impactés par les intempéries survenues dans la wilaya de Tipaza, le 25 mai dernier, bénéficieront d'une allocation exceptionnelle mensuelle de 30.000 DA, en vertu d'un décret exécutif paru au journal officiel n° 40.

P 6

Géant
ELECTRONIC

Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صح جيون

NOTARIAT

La numérisation contribuera à faciliter les différentes transactions

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi a mis en avant, samedi à Alger, l'importance de numériser le domaine du notariat en vue de faciliter les différentes transactions administratives, soulignant que cette opération contribuera à "conférer de la transparence et à éradiquer toute les formes de corruption". Dans une allocution prononcée en son nom par le directeur des Affaires civiles et du Sceau de l'Etat au ministère de la Justice, Ahmed Ali Salah, lors du colloque national autour des "actes notariés électroniques et des perspectives de l'administration électronique", le ministre a indiqué que "la numérisation dans le secteur du notariat contribuera à conférer de la transparence et à éradiquer toutes les formes de corruption", relevant que le citoyen bénéficiera des facilitations qu'apportera la numérisation de ce secteur. Soulignant que "la numérisation permettra à l'instance de notariat de conférer la transparence sur les transactions juridiques, en sus de permettre l'administration de l'Etat, à l'instar des impôts, de mieux s'acquitter de leurs missions, le ministre a affirmé que son département tendait à "concrétiser un taux élevé de numérisation du secteur, avant fin 2023, et ce à travers la modernisation des bureaux de notaires et la numérisation des transactions avec les différentes instances administratives, à l'instar de l'administration du cadastre et des conservations foncières et d'autres". Pour le ministre, "l'objectif principal du ministère étant de rédiger des actes électroniques à distance, en vue de faciliter pour les citoyens différentes transactions administratives. Une étape qui ne saurait s'achever qu'avec la conjugaison des efforts des instances de notariat". Le ministère de la Justice œuvre également à la création d'un climat de coopération entre différentes administrations et à associer les deux ministères de l'Intérieur et des Finances et des différents services, à se mettre d'accord sur un plan d'action concret, en vue d'atteindre l'objectif voulu.

LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊTS

L'Algérie s'est bien préparée, selon le ministre de l'Intérieur

Tout un plan est en place pour lutter contre les feux de forêts. Des moyens matériels et humains sont mobilisés. S'exprimant sur le sujet depuis la wilaya de Skikda, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire, Brahim Merad, a affirmé que «l'Algérie s'est bien préparée et a mobilisé tous les moyens nécessaires pour lutter contre les divers feux de forêts au cours de l'été 2023».

Par Slimane T.

Le ministre a assuré qu'il a été procédé à la mobilisation de six avions bombardiers d'eau, l'aménagement de terrains d'atterrissage pour hélicoptères dans plusieurs wilayas en plus d'autres mesures et la mobilisation des ressources humaines pour éviter ce qui s'est passé l'été 2022. Le ministre a insisté sur «la nécessaire prévention des incendies de forêts», préconisant à ce propos d'associer l'ensemble des intervenants dont la société civile et les médias à la sensibilisation à l'importance de cette prévention. Dans ce volet portant prévention et lutte contre les deux de forêts, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni qui co-présidait avec le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, la cérémonie d'installation de la Commission nationale de protection des forêts (CNPF) 2023, en mai dernier, a assuré de

«la mobilisation de toutes les ressources humaines et matérielles au niveau des 40 wilayas concernées par la lutte contre les feux de forêt, à travers plusieurs opérations ayant touché divers secteurs». Ces opérations prévoient l'aménagement et l'entretien des tranchées pare-feu par la Direction générale des forêts (DGF), des tranchées sous les lignes de haute tension électrique par Sonelgaz, et des abords des lignes ferroviaires à proximité des forêts, outre l'aménagement des points d'eau qui sont un élément important dans les opérations d'extinction, selon le ministre. Il s'agit, également, de l'installation de 40 comités opérationnels de wilayas, 468 de Daïras, 1.336 de communes et 2.672 comités des populations qui jouent un rôle «important» dans l'alerte et la riposte précoce à tout départ de feu. Sur le plan opérationnel, M. Henni a fait état de la mobilisation de 387 tours de contrôle, de 544 brigades mobiles, de 42 camions citernes pour l'approvisionnement en eau, et de 3.523 points d'eau, en sus de 748 ateliers qui comptent 8.294 agents pouvant être mo-

bilisés en cas d'extrême nécessité. Dans le même sillage, il a fait état de la mobilisation de tous les moyens humains et matériels du Groupe génie rural (GGR), notamment les tracteurs et camions citerne. Le ministre a également rappelé le renforcement du parc de la direction des Forêts cette année avec 80 camions anti-incendies (poids léger) portant le nombre à 324 camions. La CNPF est faudrait-il le souligner, composée des représentants de 13 ministères et 11 entreprises nationales concernées par la protection des forêts. La Commission est chargée d'arrêter et d'actualiser le plan de lutte préventive et efficace contre les feux de forêt, les agents pathogènes et maladies des forêts, de mettre en place le programme des commissions de wilayas pour la préservation des forêts à partir de chaque campagne, d'étudier et d'exploiter l'évaluation finale sur la base des rapports qui lui sont transmis par ces commissions à la fin de chaque campagne.

ACADÉMIE DES SCIENCES ET DES TECHNOLOGIES

Le transfert technologique en Algérie en débat à Alger

Le transfert technologique en Algérie fera l'objet, lundi et mardi à Alger, d'un workshop organisé par l'Académie des Sciences et des Technologies (AST), en présence d'experts algériens, dont certains de renommée mondiale, indique un communiqué de l'Académie. L'événement, intitulé "Quels démarches et indicateurs pour la concrétisation du transfert technologique en Algérie?", s'inscrit dans le cadre du programme d'actions pour l'année 2023 de l'AST et réunira des experts algériens dont certains de renom international, tels que le Professeur Kamal Youcef Toumi du MIT (USA), le docteur Belgacem Haba-

de Adeia (USA), ou encore le docteur Souheil Bezerouk de l'université de Southern New Hampshire (USA). Ceci, en plus d'experts issus de plusieurs secteurs nationaux, où ils ont pratiqué les questions de transfert technologique sous ses différentes facettes, précise la même source. Plusieurs aspects seront abordés lors de cet atelier, allant de l'analyse des différentes formes de transfert technologique à des propositions concrètes alors qu'il sera ponctué d'échanges, de débats, d'un partage des expériences et des bonnes pratiques avec l'objectif de donner une autre dimension au transfert technologique en Algérie.

Ce dernier étant un "enjeu majeur pour doper et stimuler le développement socio-économique du pays et relever les nombreux défis auxquels il est confronté", ajoute-t-on. C'est notamment le cas dans les secteurs clés de l'économie, tels que l'énergie, les télécommunications, l'agriculture, la santé, détaille-t-on, évoquant "les défis multidimensionnels auxquels l'Algérie est confrontée, dont ceux directement liés à la technologie, sachant que, depuis plusieurs décennies notre pays s'efforce à s'approprier des industries vitales à son développement économique et sociétal". "En réponse à ces nouveaux impératifs de développement, le trans-

fert technologique constitue une partie d'une démarche à mettre en œuvre pour s'approprier les nouvelles technologies. Comme toute approche, le transfert technologique doit se concrétiser dans un cadre méthodologique approprié", souligne le communiqué. Par ailleurs, il est également "crucial de sensibiliser la population nationale à l'importance du transfert technologique et de l'innovation pour le développement du pays, en créant une culture de l'innovation et en incitant les jeunes talents à s'engager dans des carrières scientifiques et technologiques", conclut le communiqué de l'AST.

R.E.

SALON INTERNATIONAL DE L'ARTISANAT

Le ministre supervise l'ouverture de la 24^e édition

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche a supervisé, samedi à Alger, l'ouverture de la 24^e édition du Salon international de l'artisanat, avec la participation de plus de 290 artisans de différentes wilayas et de 57 autres venus de 15 pays. Lors de la cérémonie d'ouverture de cette édition, qui durera jusqu'au 24 juin à l'esplanade de Riadh El-Fath, le ministre a relevé l'importance de ce rendez-vous qui coïncide avec le début de la saison estivale, rappelant que l'artisanat compte aujourd'hui un évènement

tail d'activités qui assurent plus de 1,2 million d'emplois. Mettant en avant l'impératif d'apposer un label sur le produit traditionnel national pour le protéger de toute éventuelle contrefaçon, M. Didouche a estimé que ce salon, auquel ont pris part des artisans de plusieurs pays (Tunisie, Egypte, Arabie Saoudite, Mauritanie, Sahara occidental, Turquie, Ukraine, Pakistan, Mali, Niger et Sénégal), se veut une opportunité pour promouvoir le produit local et échanger des expériences. Cette édition a prévu, pour la première fois, un pa-

villon spécial à la catégorie des enfants pour leur permettre de savoir davantage sur l'industrie artisanale, et leur inculquer la culture de la préservation du patrimoine traditionnel authentique, a-t-il souligné. Le ministre du Tourisme a visité les différents stands du Salon, en présence de nombre de membres du gouvernement et de représentants des différents secteurs concernés, et a relevé les préoccupations des artisans qui ont mis en avant "la nécessité de mettre à leur disposition la matière première".

R.E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
**Belmihoub
Abdelaziz**

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:
PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28
Fax : (021) 73.95.59
(021) 73.99.19

LA 54E FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER S'OUVRE DEMAIN À ALGER

L'Italie invitée d'honneur

Avec une participation record, la 54 édition de la Foire internationale d'Alger (FIA) s'ouvre demain mardi au grand public, au Palais des expositions des Pins Maritimes (Safex), à Alger. Cette édition, qui se déroulera du 20 au 25 juin courant, verra la participation de 473 exposants nationaux (public et privé) et d'autres exposants venus de 30 pays.

Par Sirine R

L'Italie sera l'invitée d'honneur de la FIA 2023, a annoncé hier le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni.

S'exprimant lors d'un point de presse, le ministre a rappelé que l'Algérie s'emploie à offrir un environnement attractif pour les investissements et à développer des liens commerciaux solides avec les entreprises internationales. « Nous espérons que cette foire contribuera à atteindre ces objectifs et à renforcer la position de l'Algérie sur le marché du commerce international », a-t-il souligné.

L'Algérie d'aujourd'hui est forte avec son économie et ses opportunités d'investissement, c'est une Algérie aux horizons prometteurs, dira-t-il, et c'est ce que « nous avons constaté dans la mobilisation sans précédent des pays participants en enregistrant la participation de 30 pays étrangers, dont 28 avec un statut officiel pavillon et deux sociétés étrangères ». Le nombre d'exposants lors de cette édition a augmenté dans le domaine de l'industrie chimique et pétrochimique, de 16% pour atteindre 82 exposants par rapport à l'édition précédente, alors qu'il a augmenté dans le domaine des industries alimentaires de 8%, et de 4% dans le domaine de l'industrie électrique et électronique et de l'électroménager. Dans le détail, 157 exposants sont des entreprises et groupes du secteur public et 316 autres du secteur privé activant dans divers domaines de production et d'activité. Même la surface d'exposition totale a augmenté de 10% par rapport aux éditions précédentes. Il s'élève à 24 993 mètres carrés dont 23058 mètres carrés sont réservés aux exposants algériens et 1935 mètres carrés pour les étrangers.

Participation de 16 groupes industriels du MDN

Tandis que le ministère de la Défense nationale sera en force également lors de cette édition. Il sera représenté par 16

groupes de production dans l'industrie automobile, construction navale et textile.

« L'Algérie d'aujourd'hui est forte par son économie et opportunités d'investissement. La FIA est une plate-forme unique pour la promotion du produit "made in bladi", faire connaître les opportunités d'investissement dans notre pays et renforcer les échanges d'expériences avec les partenaires étrangers », indique le ministre.

La nouvelle cette année, la FIA verra le lancement, pour la première fois, d'un salon numérique pour présenter les cinq secteurs stratégiques sur lesquels notre pays s'appuie pour réaliser un bond économique en dehors du secteur des hydrocarbures. Il s'agit des secteurs de l'Industrie, l'Agriculture, les EnR, les TIC, l'économie de la connaissance et le Tourisme.

« La vision de l'Algérie nouvelle travaille à créer une nouvelle économie qui s'appuie sur l'innovation et la connaissance », rappelle-t-il.

Cet événement économique international sera marqué également par l'organisation du premier forum économique sur « l'investissement en Algérie », qui sera supervisé par l'Agence algérienne de promotion des investissements, pour présenter les opportunités d'investissement prometteuses et les avantages offerts par la nouvelle loi sur l'investissement, ainsi que des opportunités d'exportation dans le cadre de la zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf).

20 milliards de dollars d'échanges commerciaux avec l'Italie

S'agissant de l'invité d'honneur, le ministre a fait savoir que l'Italie sera représentée par 13 grandes entreprises activant dans les domaines de l'Énergie, des EnR, la construction d'infrastructures de bases, transport aérien, l'agriculture et les nouvelles technologies. Il a affirmé que les relations économiques entre les deux pays sont en constantes évolution, suite notamment aux projets d'investissements lancés en partenariats. « L'Algérie est son premier partenaire économique en Afrique et

même dans la zone Mena. Les échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Italie atteignent les 20 milliards de dollars annuellement », s'est félicité le ministre.

Pour sa part, Giovanni Pugliese, Ambassadeur de l'Italie en Algérie, a estimé que c'est un grand honneur pour son pays d'être invité d'honneur à l'édition de cette année de la FIA. Les relations économiques et commerciales bilatérales, a soutenu Giovanni Pugliese, sont l'un des piliers de partenariat de son pays. « Il suffit de rappeler que l'Algérie est le premier partenaire commercial de l'Italie dans le continent africain et qu'en 2022, les échanges commerciaux se sont élevés à 20,5 milliards d'euros, avec une augmentation de 158% par rapport à 2021. Je suis sûr que la FIA constituera une occasion supplémentaire pour le renforcement et l'approfondissement du partenariat entre l'Italie et l'Algérie et pour cela je remercie les entreprises italiennes présentes », ajoute-t-il. Enfin, il est à noter que cette foire sera marquée par la présence d'une trentaine de pays étrangers. 28 pays participeront avec un pavillon officiel et deux autres pays par deux compagnies.

Les pays africains seront en force lors de cette édition, avec la participation de 11 États, à savoir le Sénégal, le Mali, le Ghana, le Cameroun, le Mozambique et le Niger, Le Kenya, La Tunisie, La Tanzanie, La Mauritanie et Libye.

En plus de 5 pays européens, l'Italie, l'Allemagne, la France, la Turquie et la Biélorussie et également la Fédération de Russie. Cinq pays arabes participeront également, à savoir la Palestine, le Sahara occidental, l'Égypte, la Syrie et la Jordanie. De plus, cinq pays asiatiques sont l'Iran, le Vietnam, l'Azerbaïdjan, le Bangladesh et le Pakistan. Quant à l'Amérique latine, elle est représentée par deux pays, le Brésil et Cuba.

PARLEMENT

L'APN arrête l'agenda des séances plénières jusqu'au 13 juillet

L'Assemblée populaire nationale (APN) a arrêté l'agenda des séances plénières devant reprendre lundi par la présentation et le débat du projet de loi relatif aux forêts et au patrimoine forestier, a indiqué samedi un communiqué de l'APN.

L'APN reprendra, lundi et mardi, ses travaux en séances plénières consacrées à la présentation et au débat du projet de loi relatif aux forêts et au patrimoine forestier, lit-on dans le communiqué.

"Après le rendez-vous mensuel relatif aux questions orales, correspondant à jeudi le 22 juin 2023, l'APN reprendra ses travaux samedi le 24 juin, en séance plénière qui sera consacrée au vote d'un projet de loi qui modifie et complète la loi n° 03-06, portant organisation de la profession d'huissier de justice, le projet de loi relatif à la protection et à la préservation des terres relevant du domaine de l'État, ainsi que le projet de loi relatif aux forêts et au patrimoine forestier", ajoute la même source.

L'APN poursuivra ses travaux, dimanche le 25 juin, en séance plénière qui sera consacrée au projet de loi portant code de procédure pénale et dont le débat se poursuivra lundi le 26 juin, et ce avant la présentation et le débat d'un projet de loi qui amende et complète l'ordonnance n° 66-156, portant Code pénal à la même séance plénière.

Une autre plénière est prévue dimanche, 2 juillet 2023, consacrée à la présentation et au débat d'un projet de loi définissant les conditions et les modalités d'octroi du foncier économique appartenant au domaine de l'État, destiné à la réalisation de projets d'investissement, tandis que la séance prévue le 6 juillet 2023, sera consacrée à la présentation et au débat du projet de loi définissant les règles générales relatives aux marchés publics.

A noter que les deux projets de code de procédure pénale et de code pénal, seront soumis au vote samedi, 8 juillet 2023, tandis que le projet de loi définissant les conditions et les modalités d'octroi de foncier économique appartenant au Domaine de l'État, destiné à la réalisation de projets d'investissement, ainsi que le projet de loi définissant les règles générales relatives aux marchés publics seront soumis au vote le lundi, 10 juillet 2023.

Dans le même contexte, la chambre basse du Parlement tiendra les mardi, mercredi et jeudi, 11, 12 et 13 juillet, des séances plénières consacrées à la présentation et au débat du rapport préliminaire élaboré par la Commission des Affaires juridiques et administratives et des Libertés sur le projet de règlement intérieur de l'APN, précise-t-on dans le communiqué.

R. E.

ALGÉRIE-BIÉLORUSSIE

Rencontre d'affaires aujourd'hui à la Caci

Une délégation d'hommes d'affaires biélorusses séjourne, depuis samedi dernier à Alger, jusqu'au 24 juin prochain. Une rencontre d'affaires algéro-biélorusse sera organisée ce lundi au siège de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci).

« Dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale et de la diversification des partenariats de l'Algérie, la Caci organisera demain une rencontre d'affaires dont l'objectif est de mettre en relation d'affaires les hommes d'affaires algériens et leurs homologues biélorusses opérant dans les domaines d'activité de l'industrie laitière, métallurgie, industrie automobile et formation. Cet événement de 'match-making' vise notamment à renforcer les échanges commerciaux, le partenariat et l'investissement entre les deux parties », souligne la Caci dans un communiqué. Il est à rappeler que les relations économiques entre l'Algérie et la Biélorussie ne sont pas aussi épanouies, d'autant que les échanges commerciaux entre les deux pays ne représentent qu'une vingtaine de millions de dollars. Les exportations biélorusses vers l'Algérie concernent principalement le domaine agricole, particulièrement les tracteurs et les engrais, ainsi que les instruments de mesure. Le pays importe de l'Algérie essentiellement du phosphate et quelques produits agricoles. Sur le plan partenariat, l'entreprise Belarus est associée depuis plus de 10 ans avec Belarus Motor Algérie, à Tadjenanet, dans la wilaya de Mila, pour l'assemblage de tracteurs.

R. E.

HYDROCARBURES

Approbation d'un avenant de contrat entre Alnaft, Sonatrach et Gazprom

Un avenant de contrat entre Alnaft et la compagnie nationale Sonatrach et la société Gazprom International Limited ILLC a été approuvé en vertu d'un décret présidentiel publié au Journal officiel (JO) N° 40.

Il s'agit de décret présidentiel n° 23-218, signé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le 7 juin dernier, portant approbation de l'avenant n° 3 au contrat du 18 septembre 2006 pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé « El Assel » (blocs: 236b, 404 a1 et 405 b1). Cet avenant a été conclu entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft), Sonatrach et la société Gaz-

prom International Limited ILLC à Alger le 27 mars dernier. Il sera exécuté conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Le PDG de Sonatrach, Toufik Hakkar, s'est exprimé lors d'un entretien accordé à la chaîne russe « RT », diffusé vendredi soir, a fait savoir que le groupe Sonatrach œuvrait avec Gazprom au développement des deux gisements découverts dans le périmètre d'Oum El Assel (environ 140km au sud-est de Hassi Messaoud) à travers l'établissement d'appels d'offres pour le forage et la construction d'usines de traitement du gaz naturel, précisant que « la première production est prévue pour 2028 ».

« Sonatrach et Gazprom ont

mis en place un plan de développement, qu'ils ont finalisé, en juillet 2022, et soumis le même mois à l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) pour adoption », a précisé M. Hakkar, selon l'agence APS.

Il s'agit, a-t-il ajouté, « d'investir 950 millions de dollars en deux temps pour produire environ 2 millions de mètres cubes de gaz naturel par jour (m3/j), plus de 1.000 tonnes/jour de condensats et plus de 220 tonnes de gaz de pétrole liquéfié (GPL) ».

M. Hakkar a estimé que cette production « est de nature à renforcer le partenariat entre les deux parties, de même que la production nationale des hydrocarbures,

vu la forte demande sur le gaz naturel enregistrée actuellement sur le marché international, ce qui nous permettra de valoriser les ressources découvertes ».

« Nous œuvrerons ensemble à développer ces deux découvertes, confortées récemment par une troisième, ce qui encouragera le partenariat et appuiera les efforts de développement de ces gisements », a-t-il déclaré.

Et d'ajouter que la relation avec les entreprises russes « ne se limite pas à la recherche et à la prospection avec Gazprom », relevant que le groupe « travaille également avec d'autres sociétés russes, dans les services et la construction d'usines ».

R. E.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE, DES START-UP ET DES MICRO-ENTREPRISES

Création d'une inspection générale

En application des dispositions de l'article 17 du décret exécutif n° 90-188 du 23 juin 1990 susvisé, il est créé auprès du ministère de l'économie de la connaissance, des start-up et des micro-entreprises un organe permanent d'inspection, de contrôle et d'évaluation sous l'autorité du ministre, désigné ci-après l'« inspection générale ».

L'inspection générale est chargée de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour l'inspection, le contrôle et l'évaluation des activités du secteur du ministère de l'économie de la connaissance, des start-up et des microentreprises, selon un décret publié au JO N° 40.

A ce titre, elle a pour missions : de veiller à l'application de la législation et de la réglementation relevant des attributions du ministre de l'économie de la connaissance, des start-up et des microentreprises ; de s'assurer de l'exécution et du suivi des décisions et des orientations du ministre de l'économie de la connaissance, des start-up et des micro-entreprises ; de s'assurer du bon fonctionnement, notamment des structures de l'administration centrale, des établissements et des organismes sous tutelle et de veiller à la préservation et à l'utilisation rationnelle des moyens et des ressources mis à leur disposition ; de procéder à des évaluations, notamment des structures de l'administration centrale, des établissements et des organismes sous tutelle et de proposer les ajustements nécessaires ; d'animer et de coordonner, en relation avec les structures concernées, les programmes d'inspection ; d'apporter son concours aux responsables des structures, des établissements et des organes pour leur permettre d'exercer leurs prérogatives, dans le respect de la législation et des règlements en vigueur.

L'inspection générale propose, à l'issue de ses missions, les recommandations ou toute autre mesure susceptible de contribuer à l'amélioration et au renforcement de l'action et de l'organisation des services, des établissements et des organismes inspectés.

R.E.

RESSOURCES EN EAU

Le taux de remplissage des barrages atteint les 38%

Le ministre de l'hydraulique, Taha Derbal, s'exprimait à nouveau sur la situation hydrique du pays. Il a rassuré la population que la situation est stable est sous contrôle et qu'aucune inquiétude ne se présente actuellement.

Par S R

D'abord il y a les efforts consentis par les pouvoirs publics dans la mobilisation des eaux et également l'augmentation du niveau de remplissage des barrages. Les dernières précipitations ont augmenté le niveau des barrages de 8%.

«Le remplissage des barrages est passé de 30 % début mai dernier à 38% actuellement. Un niveau acceptable qui nous permettra de passer un été clément en matière d'eau», souligne-t-il. Concernant la fête de l'Aïd El Adha, le ministre a annoncé l'élaboration d'un programme spécial pour cette fête, consistant à l'augmentation de plage horaire. Ce plan débutera 72h avant la fête de l'Aïd. « Nous travaillons pour l'amélioration de la qualité de service », indique le ministre dans une déclaration à la presse.

Questionné sur les projets de

réalisation de stations de dessalement de l'eau de mer, le ministre a annoncé que les cinq stations dont déjà lancées seront réceptionnées en décembre 2024 et les six autres, les études débiteront au courant de 2024.

Taha Derbal a affirmé que des membres de l'Agence nationale de dessalement de l'eau de mer ont déjà effectué des visites au niveau de trois wilayas de l'Ouest du pays (Chlef, Mostaganem et Tlemcen) pour le choix de sites. Les études ont été lancées pour ces trois wilayas, en attendant le choix de sites dans les trois autres wilayas de l'Est du pays (Tizi-Ouzou, Jijel et Skikda).

Il est à noter que dans son plan, le gouvernement avait programmé la réalisation de six nouvelles stations en 2025, mais, dira le ministre, l'accentuation des changements climatiques et les décisions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune pour la généralisation de stations de dessale-

ment de l'eau de mer sur le long du littoral national, nous a obligé de revoir notre planning pour accélérer la concrétisation de ce programme. Les moyens humains et matériels sont mobilisés pour garantir la sécurisation du pays en matière d'approvisionnement en eau potable.

Une fois ce programme finalisé, 60% des besoins nationales en matière d'eau seront assurées par les stations de dessalement de l'eau de mer. Actuellement, les 11 stations opérationnelles garantissent la couverture de 18% des besoins nationaux, soit la production de 601 millions de mètres cube/an.

La réception en décembre 2024 des cinq nouvelles stations, d'une capacité de production de 300 000 m3/jour chacune, « nous permettra d'avoir une production additionnelle de 1,5 millions m3/j. Ceci nous permettra la couverture de 40% de nos besoins en matière d'eau potable », souligne-t-il.

D'autres projets de grandes envergures sont également prévus. Il s'agit de la réalisation de grands transferts d'eau pour l'approvisionnement des wilayas des Hauts plateaux, en eaux traitées (recyclées) pour son réutilisation dans le secteur agricole notamment. Ces transferts vont nous permettre d'économiser 18% des eaux de surface pour les orienter vers l'approvisionnement des populations.

Actuellement un milliard de m3 d'eau épurée est produite annuellement par les 211 stations d'épuration implantées à travers le pays. Et avec, la réception de 33 autres d'ici 2026, la production nationale en eau épurée atteindra les 1,4 milliards m3/an. Des quantités importantes pour le secteur agricole et industriel. Toutefois, déplore le ministre, seulement 50 millions de m3 de ces eaux sont réutilisées !

CANICULE

Les citoyens invités à la vigilance et au strict respect des consignes de prévention

Suite à la vague de chaleur annoncée dans plusieurs wilayas du pays durant les prochains jours, la Direction générale de la Protection civile invite les citoyens à la vigilance et au strict respect des consignes de prévention, afin de réduire les risques liés à la canicule, indique dimanche, un communiqué de cette institution.

La population, en particulier les personnes âgées, les personnes atteintes de maladies chroniques ainsi que les enfants, est conviée à éviter de s'exposer au soleil, à fermer les volets et les rideaux des façades exposées au soleil, à maintenir les fenêtres et volets fermés le jour ainsi qu'à

provoquer des courants d'air dans tout le bâtiment dès que la température extérieure est plus basse que la température intérieure.

De même qu'il lui est recommandé d'éviter les endroits confinés, de baisser ou d'éteindre les lumières électriques et de se déplacer. En cas de nécessité, il est conseillé de le faire " tôt le matin ou tard le soir ", en particulier dans les wilayas intérieures, tout en restant à l'ombre dans la mesure du possible.

Pour ceux qui doivent sortir, il leur est aussi recommandé de porter un chapeau, des vêtements légers (coton) et amples, de préfé-

rence de couleur claire. Les activités extérieures nécessitant des dépenses d'énergie trop importantes (sports, jardinage, bricolage), sont également à éviter, tout autant que les baignades dans des réserves d'eau (barrage, retenue collinaire, mare d'eau et bassin d'eau) ainsi que dans les plages interdites à cela.

Les consignes en question préconisent, en outre, d'aider les personnes dépendantes (nourissons et enfants, personnes âgées, malades) en leur proposant régulièrement de l'eau.

Aux conducteurs n'ayant pas l'air conditionné dans leur véhicule, il est recommandé d'éviter les longs trajets au

cours de la journée et de les programmer "en soirée ou la nuit". De même que de rester dans les endroits frais et à l'ombre en prenant le soin de ne pas laisser les enfants seuls à l'intérieur d'un véhicule.

Pour ceux qui envisagent de fréquenter les espaces forestiers, il est recommandé d'éviter toute action pouvant être à l'origine d'un départ de feu.

Enfin, un numéro vert (1021) et un autre d'urgence (14) est mis par la Direction générale de la Protection civile à la disposition des citoyens appelés à préciser, si nécessaire, l'adresse exacte et la nature de l'accident pour une prise en charge rapide et efficace.

DIVERSIFIER LE PARTENARIAT RUSSIE-ALGÉRIE

Un ministre désigne un secteur prometteur

Après avoir signé la Déclaration sur le partenariat stratégique approfondi russo-algérien, le Président Tebboune a participé au Forum économique international de Saint-Petersbourg. Le ministre algérien de l'Économie a désigné à Sputnik le domaine qui peut servir de base afin de renforcer le partenariat entre les deux pays.

L'Algérie et la Russie peuvent intensifier leur partenariat économique en misant sur l'économie numérique, a déclaré à Sputnik Yacine El Mahdi Oualid, ministre de l'Économie, de la connaissance, des start-up et des micro-entreprises, en marge du Forum économique international de Saint-Petersbourg (SPIEF).

"Le domaine de l'économie numérique et technologique peut en effet devenir la base de l'intensification et de la diversification des échanges et de l'interaction économique entre la Russie et l'Algérie, qui entretiennent depuis longtemps des relations solides", a-t-il indiqué.

Le forum SPIEF 2023, un point de départ Le ministre a qualifié la participation de l'Algérie au SPIEF 2023 de point de départ pour le resserrement des liens avec Moscou, surtout sur le plan économique.

"Ces derniers temps, les entreprises technologiques russes manifestent plus d'intérêt pour le marché algérien. La société Yandex, par exemple, s'y est déjà implantée, mais il s'agit d'un intérêt modeste. Il n'existe actuelle-

ment aucun cadre formel de coopération dans ce domaine", a-t-il noté.

En octobre 2022, les médias ont annoncé que le géant de la tech russe Yandex testait son service de covoiturage en Algérie sous la marque Yango, division internationale de Yandex Taxi. Le service serait disponible à Alger et dans les communes voisines comme Bab Ezzouar. Yango est déjà présent dans plus de 20 pays, en Europe, Asie centrale, au Moyen-Orient, ainsi qu'en Afrique - en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Cameroun, au Sénégal, en Zambie, en Angola, dans la République Démocratique du Congo (RDC) et la République du Congo.

Source : Sputnik

SOUS EXPLOITATION DES CAPACITÉS DES PORTS D'ALGÉRIE

L'urgence d'une solution adaptée

Avec 80 % du trafic mondial, la voie maritime reste le moyen de transport le moins cher et le plus utilisé. Et en cela, un port doit répondre à des critères bien précis, particulièrement en ces temps de mondialisation et de rentabilité effrénée ? La question qui se pose est de savoir si nos infrastructures maritimes correspondent à nos politiques de transports et de rendements et s'ils sont en adéquation avec nos objectifs.

Par Réda Hadi

Si en ce mode de transport, l'Algérie a fait de grands progrès, pour leur majorité, nos ports datent de l'époque coloniale, et s'ils ne sont pas obsolètes, doivent être modernisés, et mis à jour, particulièrement en matière de gestion et de capacité de transbordement. Pour Ali Bey Nasri, consultant en export, vice-président de l'Association nationale des exportateurs algériens (ANEXAL), qui s'est exprimé chez des confrères, il est évident d'augmenter les capacités de chargement des ports pour atteindre nos objectifs. Les pouvoirs publics disent voir pris en charge la question de la congestion et nos capacités de transbordement. Une obligation disent-ils, pour mieux assurer nos exportations. Dans ce sens, l'Algérie poursuit avec ténacité sa démarche afin d'atteindre l'objectif de 13 milliards de dollars de recettes des exportations hors hydrocarbures.

Pour le vice-président de l'Association nationale des exportateurs algériens (ANEXAL), « c'est un chal-

lenge. Ca reste un objectif à atteindre, il faut juste réunir les conditions pour cela. Je pense que les ministères concernés travaillent dans ce sens», cependant, il reste encore beaucoup de choses à améliorer.

Celui-ci a cité aussi, les capacités de stockage dans les ports que certains opérateurs économiques ont déjà demandé à améliorer pour augmenter leur volume d'exportation.

« C'est le cas du ciment actuellement. Nous exportons environ 9 millions de tonnes/an. Nous avons un potentiel qui peut atteindre jusqu'à 15 ou 16 millions d'exportation. Malheureusement nos ports ne peuvent pas prendre en charge ce volume là », regrette-t-il. Selon lui, le complexe sidérurgique Tosyali Algérie d'Oran, qui exporte 950 millions de dollars/an, rencontre le même problème. « On peut aller jusqu'à 20 millions de tonnes d'exportation de clinker, mais il faut d'abord augmenter les capacités de chargement », fait-il savoir.

Par ailleurs, au delà des ports qui sont en construction, ceux existant ont aussi besoin de modernisation en matière de gestion.

Le port étant un levier important pour notre économie, des économistes insistent sur le fait que la modernisation de la gestion des ports insufflera un nouvel élan à l'économie nationale.

L'enjeu est capital, et en cela la modernisation du système de gestion des ports, sera bénéfique à travers l'amélioration des performances des activités portuaires et une meilleure attractivité des investissements, disent-ils.

Dans cette lignée, des experts mettent en relief que la majorité des ports algériens n'étaient pas en mesure d'accueillir les grands navires, raison pour laquelle ces navires à destination de l'Algérie sont contraints de décharger leurs cargaisons en Espagne ou en Italie, puis de les recharger à bord de petits navires après négociation, avant de les expédier vers les ports algériens. Or les coûts de chargement et de déchargement, des négociations et autres incombent uniquement à l'Algérie, ce qui coûte très cher à l'Algérie en devises. D'où l'obligation de ports adéquats, tant en matière de capacités d'accueil, de chargement que de gestion. Face à la

profonde restructuration mondiale du système des transports: l'Algérie doit revoir sa copie et ainsi donner un nouveau souffle à nos ports.

Les experts affirment que nos ports doivent être alignés sur les normes des plus grands ports mondiaux et sur tous les critères. Car les ports jouent un rôle crucial pour le secteur algérien des transports et pour notre compétitivité. À ce titre, ils recèlent un énorme potentiel en matière de création d'emplois et d'investissements.

D'autres experts mettent en avant, notre capacité à anticiper nos activités par une gestion bien maîtrisée, et cela d'autant plus qu'à nos portes, l'Union Européenne étudie d'ores et déjà, ses capacités portuaires à l'horizon 2030. De plus, il n'y a aucune honte à s'inspirer de ce qui se fait ailleurs.

Comme ouvrir de permettre au privé de plus s'investir et investir dans des ports, et au-delà, à leurs activités de négoce. Pour certains, l'Etat ne peut tout faire, alors pourquoi ne pas permettre au privé d'investir pour des terminaux portuaires.

BANQUE MONDIALE

Ces milliards de subventions à réorienter pour financer la transition climatique

La Banque mondiale exhorte les gouvernements à rediriger les aides aux combustibles fossiles, à l'agriculture et à la pêche, souvent néfastes à l'environnement. Les subventions explicites et implicites dépasseraient 7.000 milliards de dollars par an, selon une étude publiée jeudi.

Comment trouver les sommes astronomiques nécessaires à la lutte contre le réchauffement climatique ? Pour la Banque mondiale, une manne existe déjà dans laquelle il faudrait puiser : les subventions accordées par les gouvernements aux combustibles fossiles, à l'agriculture et à la pêche. Et qui, souvent, nuisent aux personnes et à la planète, grince l'institution financière internationale dans une longue étude publiée jeudi. « On dit qu'il n'y a pas d'argent pour le climat, mais il y en a, il est juste aux mauvais endroits », assure le directeur général senior de la Banque mondiale, Axel van Trotsenburg. « Si nous pouvions réutiliser les milliers de milliards de dollars dépensés en subventions inutiles et s'en servir à des fins meilleures et plus vertes, nous pourrions relever bon nombre des défis les plus urgents de la planète », avance-t-il.

Pollution, dégradation des sols et surpêche

Ces subventions représentent aujourd'hui « une part énorme » des budgets publics dans le monde, « peut-être plus qu'à n'importe quel autre moment de l'histoire », dit la Banque mondiale. Dans de nombreux pays, les dépenses publiques directes sont même plus importantes que les investissements dans la santé ou l'éducation.

Les experts de l'organisation ont fait leurs calculs : les subventions « explicites » c'est-à-dire celles qui sont directement versées par les Etats à l'agriculture, la pêche et les combustibles fossiles atteindraient 1.250 milliards de dollars environ chaque année.

Dans le détail, 577 milliards – soit « près de trois fois plus que les subventions au secteur des énergies renouvelables » – ont servi en 2021 à « abaisser artificiellement » le prix des carburants polluants (pétrole, gaz ou charbon), plus de 635 milliards sont allés à l'agriculture et 35 milliards à la pêche. La Banque mondiale pointe du doigt des subventions souvent « bien intentionnées » mais « mal conçues » qui aggravent les inégalités, réduisent la productivité et ravagent les écosystèmes.

Dans l'agriculture, ces soutiens - qui peuvent prendre la forme de subventions aux intrants, de paiements à la production ou de soutien des prix du marché - « amènent à un usage excessif d'engrais qui dégradent les sols et l'eau et nuisent à la santé humaine ».

« Ils sont aussi responsables d'une partie de la déforestation », souligne Richard Damania, économiste en chef pour le développement durable, en poussant les producteurs de soja, d'huile de palme ou de coco aux frontières des forêts. De leur côté, les subventions à la pêche encouragent la surpêche et un épuisement plus important des stocks de poissons, poursuit-il. Quant aux soutiens des gouvernements aux combustibles fossiles, ils exacerbent le réchauffement climatique et polluent l'air.

Selon le rapport, la très grande majorité (94 %) de l'humanité est directement exposée à des concentrations moyennes dangereuses de particules fines. La combustion de charbon, de pétrole et de gaz cause, elle, la mort prématurée de 7 millions de personnes chaque année dans le monde. Pour la Banque mondiale, le problème est dès lors bien plus vaste que les seules dépenses publiques directes. Les subventions « implicites » qui contribuent à la pollution, aux émissions de gaz à effet de serre et à la destruction de la nature se monteraient au bas mot à ... 6.000 milliards de dollars par an. Un fardeau qui pèse essentiellement sur les pays pauvres. Les auteurs du rapport n'hésitent pas à les classer « parmi les problèmes environnementaux les plus complexes de notre époque ». La Banque mondiale exhorte donc à réformer et réorienter ces subventions néfastes à l'environnement. Alors que la crise du Covid a fait exploser la dette publique dans les économies en développement, Richard Damania considère qu'« il faut encourager les gouvernements à dépenser mieux plutôt qu'à dépenser davantage ».

Source : Les Echos du samedi 17 juin 2023

PUBLICITÉ MENSONGÈRE

Gare à l'arnaque sur le net !

Aidée par des influenceurs et des blogueurs, possédant un grand nombre d'abonnés, la publicité mensongère exploite les vecteurs de la communication numérique pour faire de la fausse promotion.

Sur le plan juridique, « les annonces mensongères et arnaques à la consommation sur les plateformes Web se transforment en cybercrimes en extorquant de l'argent par la vente de services inexistantes », a fait savoir l'expert judiciaire, spécialisé en informatique, Redouane Benzarouk, au micro du reporter Samy Alloun, de la chaîne 3, de la Radio Algérienne.

Et d'expliquer que « le consommateur est protégé par le code de commerce, plus précisément l'article 544 du décret législatif N°93, permettant aux tiers de prouver par tous les moyens l'existence d'une société (incriminée, ndr). Aussi, le consommateur est couvert par la loi 89/02 du 07 février relative aux règles générales de protection du consommateur et le décret exécutif 92/272 fixant la composition et les prérogatives du Conseil national de protection du consommateur ».

De son côté, la gérante de

l'agence de voyage Saga Tours, Ilhem Bouadjimi, suggère, en ce qui concerne les offres de voyages, de bien s'informer, « en posant beaucoup de questions sur la destination et la durée du circuit, ses escales, son programme journalier pour ne pas tomber dans le piège du mensonge et perdre son temps », une fois sur les lieux.

Par ailleurs, les infrastructures hôtelières sont aussi appelées à s'adapter, côté prestation de services, en adoptant de nouvelles approches modernes, dans la réservation et le marketing digital afin de promouvoir la myriade de destinations dans les quatre coins du pays.

Radio Algérie

ANALYSE

Le développement économique et géopolitique

À la lecture de l'évolution du contexte géopolitique international avec toutes les répercussions sur l'ensemble des secteurs, l'ordre économique mondial tend à aller vers un modèle caractérisé par une fragmentation et une multipolarité de plus en plus évidente. Les blocs économiques seront constitués sur la base d'une REAL-GEOPOLITIC pragmatique. La notion de souveraineté devient une question centrale. S'adapter et s'organiser à travers un modèle à la fois prospectif et agile pour l'émergence de l'Algérie et devenir un acteur majeur sur la scène internationale. Travailler efficacement et surtout intelligemment par la mobilisation de toutes les ressources et compétences devient un devoir patriotique.

La réussite du projet de transformation économique passe par : La cohérence dans la démarche ; la pertinence dans les réformes et la rapidité dans la mise en œuvre. Un modèle de croissance diversifié et durable est conditionné par la capacité et la rigueur dans le traitement des dysfonctionnements structurels de l'économie et l'efficacité de mise en œuvre des politiques sectorielles. L'assainissement du climat des affaires par l'amélioration de la gouvernance institutionnelle et économique et aussi la qualité des éléments majeurs de l'écosystème comme le système financier et bancaire, le commerce extérieur la logistique, la formation etc.

La résolution de la problématique du mar-

ché informel représente aussi un défi d'une extrême importance qui doit se faire progressivement à la fois par des réformes structurelles en relation avec le marché dans son sens le plus large ainsi que par un programme opérationnel inclusif intégrant toutes les parties prenantes et en premier lieu les acteurs du marché parallèle. La transformation de l'économie devient un enjeu stratégique et même qui relève de la souveraineté nationale. Un travail long et ardu qui nécessite la mobilisation de toutes les compétences et surtout l'adhésion de l'ensemble des acteurs.

Par Abderhmane Hadeif, économiste

CULTURE DU TOURNESOL À ORAN

Des résultats encourageants

L'expérience de la culture du tournesol menée par la station d'expériences de l'Institut technique de culture de légumineuses et des récoltes industrielles de Hassi Bounif (Oran), a réalisé « des résultats encourageants », a-t-on appris de cet Institut.

Cette station prévoit que cette expérience, menée sur une superficie d'un demi-hectare, devra enregistrer un rendement de 15 à 20 quintaux de ce produit, a souligné le directeur, en marge d'une journée technique sur la culture du tournesol, organisée par cette structure.

Cette expérience a été lancée, précocement par rapport aux régions des Hauts Plateaux et internes du pays, où la mise en terre a été effectuée, en mars dernier, en adoptant un processus technique classique et sans produits phytosanitaires et avec l'utilisation du système d'irrigation du goutte à goutte, a ajouté Abdelhak Atif. Cette expérience intervient après la première, qui était « très encourageante », où des tournesols ont été plantés, l'année dernière, sur une superficie de 300 mètres carrés et ont donné 1,7 quintaux de graines, notant que 54 quintaux de graines par hectare peuvent être atteints facilement, selon le même responsable. Cette journée technique sur la culture du tournesol, à laquelle a participé un groupe d'agriculteurs, vise à présenter les résultats de l'expérience de la culture du tournesol au niveau de cette station, afin de les inciter à s'engager dans ce type de programme de culture d'oléagineux.

Ce rendez-vous est l'occasion d'attirer davantage d'agriculteurs désireux de cultiver ce type d'oléagineux, de les informer sur les modalités de leur plantation, de leur donner une vision globale du rendement de ce type de produits et de l'accompagnement apporté par l'État dans ce domaine, a souligné le Secrétaire général de la chambre d'agriculture d'Oran, Zeddoum Houari.

À Oran, environ 140 hectares ont été réservés à la culture du tournesol, dont 130 ha affectés au niveau de la ferme pilote d'Oued Tlalat, a ajouté M. Zeddoum.

WILAYA D'ALGER

Lancement officiel de la saison estivale 2023

Le wali d'Alger, Mohamed Abdennour Rabehi, a donné samedi le coup d'envoi de la saison estivale de l'année 2023 à partir de la plage des "Sablettes" à Alger.

Dans une déclaration à la presse suite à une visite à la Promenade des "Sablettes", lors de laquelle il a inspecté les moyens humains et matériels déployés, M. Rabehi a évoqué l'existence de 61 plages autorisées à la baignade, ainsi que l'affrètement de fauteuils flottants de mise à l'eau au profit des personnes aux besoins spécifiques, afin qu'elles puissent profiter de cette activité.

De nouvelles décisions ont également été prises pour cette saison, dont la régulation de la circulation des jets-skis, et l'interdiction des animaux de compagnie sur les plages, ajoutent les services de wilaya.

En ce qui concerne les places de parking au niveau des plages, 523.014 places seront mises à disposition des estivants en prévision de la nouvelle saison estivale. Un programme riche a également été

mis sur pied, prévoyant une riche animation culturelle, de loisirs et sportive ainsi que des soirées, en sus d'expositions d'artisanat au niveau de la promenade des Sablettes et de Bordj El Kiffan, ajoute la même source.

Le programme sportif prévoit aussi des compétitions de tennis de table, de volleyball, et autres sports nautiques au niveau de la Promenade des Sablettes et Bordj EL Kiffan.

Au volet Transport, six (6) bus d'excursion seront mobilisés sur deux (2) axes routiers, à une fréquence régulière, et ce, entre 8:00 et 20:00, le premier axe desservant la gare routière de Kharrouba (Caroubier) vers Ben Aknoun, en passant par le jardin d'essai du Ruisseau, et par Bir Mourad Raïs, tandis que le deuxième axe au départ du Caroubier, desservira les stations du 1er Mai, du Ruisseau, en passant par le Mémorial du Martyr et le Jardin d'essai.

L'entreprise de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) consacrera pour sa part, vingt (20) bus pour desservir plus de dix (10) axes, entre 8:00 et 20:00, assurant la navette depuis 11 sites des quartiers d'Alger-centre vers les plages, avec extension des horaires de transport.

En outre, une navette nocturne s'étalant de 19:00 à 00:50, desservira par le biais de 21 bus, plus de 21 axes routiers, en sus du service pris en charge par le métro d'Alger, étendu jusqu'à 23:00.

Les services de wilaya ont également rappelé la mobilisation de 9.600 agents déployés pour les besoins de la saison estivale, dont 820 pour la prise en charge de la préparation des plages, 1.100 agents de protection civile, 950 agents de surveillance saisonniers, 150 encadreurs et plus de 185 agents de sécurité au niveau des plages.

VIEUX BÂTI À ORAN

Vers le lancement des travaux de rénovation de 137 immeubles

Les travaux de rénovation de 137 immeubles du vieux bâti situés au centre ville d'Oran seront lancés prochainement, a annoncé jeudi le wali d'Oran Saïd Sayoud. M. Sayoud a indiqué, lors des travaux de la deuxième session ordinaire de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW), que les services du premier ministre ont donné leur aval pour l'octroi d'un montant financier à la wilaya d'Oran pour la prise en charge de la rénovation et la réhabilitation de 137 immeubles du vieux bâti, au centre ville d'Oran, notamment dans les quartiers « Haï Nasr » (ex-Derb), « Sidi El Bachir » (ex plateaux) et « Sidi El Houari ».

Le wali a ajouté que les travaux ayant débuté récemment pour la réhabilitation de 33 immeubles anciens, situés au centre ville d'Oran, seront financés sur budget de la wilaya, indiquant que cette opération se poursuivra jusqu'à la fin de la réhabilitation des immeubles du centre ville selon une estimation financière effectuée par les experts de l'ordre de 3 milliards DA. Concernant les commerçants exerçant dans les locaux, situés aux sous sols des immeubles, qui ont été démolis ou qui menacent ruine, Saïd Sayoud a fait observer que « les propriétaires des immeubles ayant fait l'objet d'une démolition par crainte d'effondrement ont

bénéficié du droit de les reconstruire à l'identique, dans le strict respect de l'aspect architectural et en confortant la structure du bâti, outre la préservation des locaux existant en sous-sol ». Le chef de l'exécutif a ajouté qu'« un débat sera ouvert entre les services de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), la wilaya et les propriétaires des immeubles en copropriété, pour trouver une solution permettant la restauration de ces immeubles et la réalisation des locaux pour les commerçants qui les exploitent actuellement ». D'autre part, M. Sayoud a annoncé le lancement, par la commune d'Oran, d'une étude relative à la ré-

habilitation de quatre places publiques du centre-ville, en prévision du lancement des travaux, à savoir les places « 1er Novembre », « Tahtaha » à Haï M'dina Jdida, la place de République à Sidi El Houari et la place de la « Bibliothèque municipale ». L'Assemblée populaire de wilaya, examinera, aujourd'hui jeudi, le budget supplémentaire pour l'année 2023 et la session estivale, deux dossiers inscrits à l'ordre du jour, outre la décision de création d'une entreprise de wilaya pour gérer le « village méditerranéen » en tant qu'équipement touristique, qui sera soumise aux délibérations.

PÊCHEURS IMPACTÉS PAR LES INTEMPÉRIES À TIPASA

Une allocation mensuelle de 30 000 DA

Les pêcheurs impactés par les intempéries survenues dans la wilaya de Tipaza, le 25 mai dernier, bénéficieront d'une allocation exceptionnelle mensuelle de 30.000 DA, en vertu d'un décret exécutif paru au journal officiel n° 40. Il s'agit du décret exécutif n 23-228, signé par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, relatif à l'indemnisation et l'octroi d'une allocation exceptionnelle au profit des pêcheurs impactés par les intempéries dans la wilaya de Tipaza. Il stipule que « les pêcheurs ayant perdu leurs embarcations, navires de pêche, ainsi que les équipements constitués de moteurs, d'engins et d'armements de pêche, ou partiellement endommagés, et dont les activités ont été interrompues en raison des intempéries au niveau des ports de pêche de Khemisti, Bouharoun et le site d'échouage de Fouka Marine impactés par les intempéries dans la

wilaya de Tipaza, font l'objet d'une indemnisation (...) » A cet effet, poursuit le texte « il est octroyé une allocation exceptionnelle mensuelle fixée à trente mille dinars (30.000 DA) au profit des pêcheurs impactés par les intempéries survenues dans les ports et site d'échouage cités, jusqu'au réaménagement de ces ports et site d'échouage endommagés, pour une durée maximale de six (6) mois ». Il a précisé que « l'indemnité exceptionnelle n'est pas soumise à l'impôt, ni aux cotisations de la sécurité sociale », ajoutant que les conditions et les modalités de l'indemnisation et l'octroi de l'allocation exceptionnelle seront fixées par arrêté conjoint du ministre chargé de la pêche, du ministre chargé de l'intérieur et des collectivités locales et du ministre chargé des finances. La prise en charge des dépenses induites par la mise en oeuvre des dispositions de ce décret, qui prend

effet à partir du 1 juin en cours, sont à la charge du budget de l'Etat, souligne le décret. A rappeler, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait décidé, lors d'une réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée le 28 mai dernier, d'affecter 10 milliards de dinars, du Fonds des catastrophes naturelles pour l'indemnisation des sinistrés des récentes intempéries et de reloger, dans un délai de 48 heures, tous ceux ayant totalement perdu leurs logements. Il a, en outre, enjoint d'« indemniser immédiatement, aux frais de l'Etat, les pêcheurs ayant perdu leurs bateaux de pêche qui constituent leur seule source de revenu ». Le Président Tebboune a décidé également d'« allouer, immédiatement, une allocation aux pêcheurs lésés, oscillant entre 20.000 Da et 30.000 Da, jusqu'au réaménagement des ports de pêche endommagés ».

ENVIRONNEMENT

Le Pacte vert de l'UE menacé

La tension est à son comble au sein des institutions européennes alors que se profile, ce jeudi, un vote crucial du Parlement européen sur l'un des derniers textes majeurs de l'ambitieux Pacte vert de l'UE.

Par Fabienne Schmitt

O bjet de critiques virulentes de la part des eurodéputés conservateurs, la loi sur la restauration de la nature pourrait, si elle est rejetée, entraver les efforts inédits de l'UE pour réduire ses émissions de carbone de plus de moitié d'ici à la fin de la décennie. Le texte vise à ramener 30 % des terres et des mers dégradées du continent à leur état d'origine d'ici à 2030. Mais il fait face à une opposition violente du Parti populaire européen – le plus important au Parlement – qui a demandé son retrait. Certains élus Renew ont aussi affiché leur opposition. En conséquence, le vote (déterminant) de jeudi, au sein de la commission Environnement du Parlement européen, s'annonce très serré.

Les élus du PPE mobilisés contre le texte

Les élus du PPE estiment que la loi menace la production agricole, qu'elle compromet la sécurité alimentaire et aggrave la crise du coût de la vie. Ils ajoutent qu'elle pourrait freiner le développement des parcs éoliens et solaires et les efforts pour exploiter les matières premières critiques, en raison de préoccupations environnementales.

« Je suggérerais que la commission retire cette proposition, nettoie cette loi et fasse une évaluation d'impact plus appropriée », a déclaré Esther de Lange, vice-présidente du groupe PPE chargé de l'environnement lors

d'un point presse.

Des arguments battus en brèche par la Commission dont Frans Timmermans, son vice-président, chargé du Pacte vert, a prévenu qu'il n'y aurait pas d'autre proposition si celle-ci devait être rejetée.

« Pression maximum »

La loi sur la restauration de la nature devrait avoir un impact direct sur les agriculteurs, un bloc électoral puissant dans plusieurs pays de l'UE. Certains pointent une stratégie opportuniste, un an avant les élections européennes de 2024. « Le PPE et l'extrême droite ont décidé de faire de ce texte un symbole de leur opposition à l'action environnementale de l'Europe, s'indigne Pascal Canfin, le président de la commission Environnement du Parlement européen. Manfred Weber [leader du PPE, NDRL] se sert de ce texte pour consolider son alliance à l'extrême droite et pour déstabiliser le Pacte vert et derrière, la majorité de von der Leyen. »

L'eurodéputé dit avoir eu des retours de députés PPE « soumis à une pression maximum de la part de Manfred Weber pour ne pas venir voter s'ils sont favorables au texte », faute de quoi « la menace est qu'ils ne seraient pas sur les prochaines listes s'ils veulent se représenter ».

Le vote doit être confirmé par le Parlement en plénière en juillet. Parallèlement, il est soumis aux Etats membres – certains incluant des gouvernements PPE – qui seraient proches d'une position commune, qui pourrait être adoptée jeudi, aussi.

Un échec lors du vote au Parlement enverrait un si-

gnal très négatif : cela serait le premier texte du Pacte vert à « tomber » sur une cinquantaine au total dont une vingtaine déjà votés. Cela encouragerait, sans doute, d'autres opposants à d'autres mesures du Pacte vert à agir. Sans compter que cela pourrait potentiellement avoir pour effet de contraindre l'UE à repenser d'autres mesures devant être dévoilées le mois prochain, portant sur la santé des sols et des plantes produites par de nouvelles techniques génomiques. Un texte auquel le PPE n'est pas opposé. Il y a quelques jours, Frans Timmermans a estimé que cette proposition de la Commission européenne sur l'édition génomique était « inséparable » d'autres, comme la loi sur la restauration de la nature et celle, enlisée aujourd'hui, visant à réduire de moitié l'utilisation des pesticides, à laquelle les eurodéputés conservateurs s'opposent aussi. « Le Pacte vert n'est pas un menu à la carte. On ne peut garantir la production alimentaire, les revenus des agriculteurs et une bio-économie prospère si on ne restaure pas la nature », si les sols « sont pollués, ravagés par les pesticides », a-t-il dit. Une manière de faire passer le message que rejeter une partie du « paquet » de mesures vertes de la Commission, c'est affaiblir sérieusement l'ensemble du Pacte vert. Une approche plébiscitée par Pascal Canfin, pour qui la Commission a fait « une erreur stratégique majeure » en ne présentant pas, dès le départ, un paquet « résilience agricole ». La Commission avait utilisé cette stratégie pour le climat, ce qui avait permis de trouver un équilibre et ne plus avoir des textes attaqués isolément.

Source : Les Echos du 15 juin 2023

INFLATION :

Où va-t-on ?

La plupart des experts tablent sur une décélération de la hausse des prix en France pour la seconde partie de l'année. Mais rien n'est joué.

Pendant des années, politiques et économistes ont eu l'œil rivé sur la courbe du chômage et sur le PIB pour prendre la température de l'économie française. Depuis l'été 2021, une nouvelle donnée a volé la vedette à ces indicateurs : l'inflation, première inquiétude des Français. D'abord qualifiée de « transitoire », la hausse des prix s'est installée à un niveau jamais vu en France depuis quarante ans, déclenchée par le choc de demande provoquée par la reprise post-Covid, puis attisée par l'invasion russe en Ukraine. Aujourd'hui, beaucoup d'observateurs s'attendent à ce que la progression des prix ralentisse enfin. Certains estiment néanmoins que l'inflation se maintiendra sur un « plateau » élevé, entre 5,5 % et 6 %, jusqu'à la fin de l'année.

Le sursaut des prix devrait être limité

Sous l'effet de quels facteurs la courbe de l'inflation va-t-elle évoluer ? Les prix de l'énergie d'abord : ce sont eux qui ont porté l'inflation au cœur de la France à partir de l'automne 2021 et jusqu'à la mi-2022 ; ce sont d'eux aussi que peut venir la décélération de la hausse des prix. Le mouvement est enclenché, moins marqué dans l'Hexagone qu'ailleurs dans la zone euro en raison des boucliers tarifaires déployés. Les cours du Brent et du gaz naturel ont plongé ces derniers mois et sont revenus à leur niveau d'avant la guerre en Ukraine. Pour les experts, l'essentiel de la correction a déjà eu lieu. Les marchés peuvent toutefois encore réserver des surprises. Cela pourrait être le cas si l'hiver est anormalement froid – les cours du gaz grimperont alors – ou si les efforts de l'Opep pour faire grimper le cours du Brent aboutissent. Le sursaut des prix devrait cependant être limité, sauf nouvelles tensions géopolitiques majeures. Selon l'économiste Véronique Riches-Flores, « il faudrait que le baril

de pétrole remonte à plus de 50 dollars pour que les effets de base énergétiques soient supprimés ». « Un scénario peu probable », ajoute-t-elle.

Des effets visibles fin 2023

Un autre facteur va déterminer le niveau d'inflation d'ici à la fin de l'année : l'évolution des prix alimentaires. Depuis septembre 2022, c'est le moteur de l'envolée des prix en France. Encore en hausse de 14,1 % sur un an en mai, « ils contribuent à hauteur de 2,3 points pour une inflation de 5,1 % », indique Maxime Darmet chez Allianz Trade. Sur le papier, les facteurs de repli de l'inflation alimentaire sont réunis : au-delà de l'énergie – qui représente un coût important pour le secteur –, les cours des produits agricoles (le blé, le maïs...) se sont, eux aussi, dégonflés. Enfin, la bulle post-Covid du fret maritime est derrière nous.

Alors que les industriels de l'agroalimentaire ont fortement augmenté leur taux de marge, la question est de savoir à quel rythme et jusqu'à quel point ils répercuteront la baisse des prix des intrants sur les étiquettes. « Les prix alimentaires vont se replier, mais beaucoup plus lentement que ceux de l'énergie », prévient Florence Pisani chez Candriam. Selon certains conjoncturistes, il faudra attendre la fin de l'année pour que le consommateur s'en aperçoive.

Et encore ! Il faudra aussi compter avec d'éventuels soubresauts des prix des matières premières en cas d'épisodes climatiques marqués.

Maintenant que les tensions sur les chaînes d'approvisionnement se sont dissipées, la progression des prix des biens manufacturés devrait, elle aussi, se calmer progressivement. Tout dépendra néanmoins des marges de manœuvre des entreprises à renégocier leurs contrats d'énergie. Signe rassurant, la dynamique des prix est en train de s'inverser.

Seuls 10 % des industriels (13 % dans l'agroalimentaire) les ont relevés en mai, selon la dernière enquête de conjoncture de la Banque de France.

Incertitudes dans les services

En réalité, la grande incertitude concerne les services. Un ensemble protéiforme qui comprend l'hôtellerie-restauration, l'aide à la personne, l'immobilier, les services de transport... et pèse pour 50 % dans le PIB (70 % avec le commerce). « C'est là où le ralentissement sera le plus tardif », prédit la Banque de France, qui estime qu'il faudra attendre 2024, voire 2025, pour voir les prix refluer. La crainte est en effet de voir d'ici là les salaires, qui représentent autour de 70 % des coûts des services, alimenter les hausses des prix par des effets de rattrapage. Indexé sur l'inflation, le SMIC, perçu par plus de 2 millions de salariés, dont beaucoup employés dans les services, a progressé de 10 % depuis octobre 2021. Et dans les secteurs exposés à des pénuries de personnels comme l'hôtellerie-restauration, des augmentations plus significatives encore ont été négociées. Au-delà, les difficultés de recrutement persistantes mettent aussi les entreprises sous pression pour augmenter les salaires. Le coup de frein sur la croissance française pourrait toutefois exercer des forces inverses. « La demande de services se détériore, cela devrait limiter les hausses des prix », note Véronique Riches-Flores. In fine, l'incertitude reste forte : à quel rythme les différents facteurs qui conditionnent le repli de l'inflation se déploieront-ils ? Comment vont-ils interagir ? Bercy qui « espère avoir cassé la spirale des prix à la rentrée », surveille chaque mouvement comme le lait sur le feu.

Par Nathalie Silbert (Les Echos)

ARABIE SAOUDITE

Le chemin de fer à grande vitesse de Haramain offre des services exceptionnels aux pèlerins

La Mecque, 18 juin 2023, SPA - Le chemin de fer à grande vitesse de Haramain (CFH) est l'un des 10 trains électriques les plus rapides au monde, circulant à 300 km/h et jouant un rôle clé dans le développement et l'expansion du réseau ferroviaire de l'Arabie saoudite. Le HCFH relie les deux villes saintes de La Mecque et de Médine, pour répondre à la demande croissante de pèlerins nationaux et étrangers, et contribue à décongestionner les routes entre La Mecque, Médine et Djeddah. En 2018, le CFH a été inauguré sous l'égide du Serviteur des deux saintes mosquées, le roi Salman bin Abdulaziz Al Saud, en tant que plus grand projet ferroviaire au Moyen-Orient. Sur une voie de 449 km et une sous-voie de 3,75 km vers l'aéroport international King Abdulaziz, le train est un moyen de transport sûr pour les fidèles du Hajj et de la Omra, et pour les voyageurs vers les deux villes saintes et Djeddah.

Le CFH parcourt la distance entre La Mecque et Médine en un temps record de deux heures et vingt minutes, ce qui en fait l'un des six trains les plus rapides au monde.

Le CFH dispose de cinq stations, trois sont des gares terminales - la gare de la Mecque dans le district d'ARusayfah, la gare de Médine et la gare de l'aéroport international Roi Abdulaziz à Djeddah. Les deux autres sont des gares intermédiaires : la gare de Djeddah dans le district d'Al-Sulimaniyah et la gare de la Cité économique Roi Abdullah.

La gare de l'aéroport international Roi Abdulaziz de HHR est la plus grande gare ferroviaire du monde dans un aéroport, couvrant plus de 105 000 mètres carrés sur plusieurs étages et reliée à six plates-formes pour faciliter les déplacements.

La gare contribue à réduire les embouteillages sur les routes menant à l'aéroport international Roi Abdulaziz en assurant un transport direct vers les autres gares sans qu'il soit nécessaire de sortir de l'aéroport pour utiliser d'autres moyens de transport.

Le CFH exploite 35 trains électriques, chacun d'une capacité de 417 passagers. Chaque train offre 113 sièges en classe affaires et 304 sièges en classe économique, et dispose d'une cafétéria parmi les 13 voitures.

Pour répondre à la forte demande prévue pour le CFH au cours de la prochaine saison du Hajj, plus de 3400 voyages en train seront effectués entre 1 Dhul-Qaedah et 17 Dhul-Hijjah, offrant une capacité de plus de 1,5 million de sièges.

SYRIE

Le Programme alimentaire mondial réduit son aide alimentaire faute de moyens financiers

L'ONU a annoncé devoir réduire de moitié environ son aide aux Syriens nécessitant une aide alimentaire de base, faute de moyens financiers. « Une crise du financement sans précédent en Syrie contraint le Programme alimentaire mondial à réduire son assistance alimentaire de base de 2,5 millions de personnes, [alors qu'elle en aidait jusqu'ici] 5,5 millions », pouvait-on lire dans leur communiqué.

« Après avoir examiné toutes ses options » et plutôt que de voir la totalité de ses réserves épuisées d'ici au mois d'octobre, le Programme alimentaire mondial (PAM) précise avoir dû choisir de venir en aide aux « 3 millions de Syriens incapables de s'en sortir d'une semaine à l'autre sans aide alimentaire ».

« Au lieu d'augmenter [les opérations] ou simplement de suivre le rythme des besoins croissants, nous sommes confrontés au sombre scénario consistant à priver une partie de la population d'assistance, au moment où les gens en ont le plus besoin », a déploré Kenn Crossley, représentant du PAM en Syrie, cité dans le communiqué.

L'annonce de l'agence onusienne survient à la veille de la septième conférence de l'Union européenne à Bruxelles sur l'avenir de la Syrie et de la région. La Syrie est exsangue de douze ans de guerre qui ont fait un demi-million de morts, déplacé des millions de personnes et morcelé le pays.

POEGYPTE

Le Caire a déposé une demande d'adhésion au groupe des BRICS

Le diplomate russe a souligné que l'Égypte est très intéressée par l'initiative du bloc des pays émergents relative à l'utilisation de monnaies alternatives pour le règlement des transactions commerciales.

L'Égypte a déposé une demande d'adhésion au groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), a annoncé l'ambassadeur de Russie au Caire, Georgy Borisenko. « L'Égypte a présenté sa demande d'adhésion au groupe BRICS parce que l'une des initiatives de la coalition consiste à libeller les échanges commerciaux dans des monnaies alternatives, qu'il s'agisse de monnaies nationales ou d'une nouvelle monnaie

commune. L'Égypte est très intéressée par ce projet », a-t-il déclaré à l'agence de presse russe TASS.

Le diplomate a également indiqué que le pays le plus peuplé du monde arabe souhaite stimuler le commerce et la coopération économique avec la Russie. « De nouveaux mécanismes de paiement sont en train d'être créés pour le règlement des transactions commerciales bilatérales », a-t-il déclaré, sans plus de précisions. Les autorités égyptiennes n'ont pas

jusqu'ici fait de déclarations officielles au sujet d'une demande d'adhésion du pays au bloc des BRICS. Citant le ministre de l'Approvisionnement, Aly Moselhi, des médias égyptiens ont cependant rapporté mardi 13 juin que le Caire « a l'intention d'abandonner le dollar américain dans le commerce avec les États membres du bloc des BRICS, et de régler ses échanges avec ces pays en monnaies locales ».

TUNISIE-JAPON

Renforcer la coopération dans les secteurs prometteurs et prioritaires

Le ministre des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, Nabil Ammar, s'est entretenu, vendredi avec le ministre d'État japonais aux Affaires étrangères, Kenji Yamada, qui effectue une visite en Tunisie en vue de co-présider les travaux de la XIe session de la commission mixte tuniso-japonaise.

M. Ammar a souligné, à cette occasion, la solidité des relations historiques d'amitié et de coopération tuniso-japonaises, saluant le soutien continu du Japon à la Tunisie et l'accroissement des investissements

japonais en Tunisie, indique le département des Affaires étrangères.

Pour sa part, le ministre d'État japonais a salué l'importance des relations tuniso-japonaises, soulignant la détermination de son gouvernement à continuer son appui à la Tunisie et à renforcer la coopération dans les secteurs prometteurs et prioritaires pour les deux pays.

La XIe session de la Commission mixte tuniso-japonaise a été l'occasion pour les deux parties de renouveler la volonté commune de

renforcer et diversifier leur coopération dans l'intérêt des deux pays et d'explorer de nouvelles perspectives de coopération dans plusieurs domaines, tels que les énergies renouvelables, la gestion de l'eau, les technologies de l'information et la sécurité alimentaire.

Le Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères, Mounir Ben Rjiba, a co-présidé avec M. Kenji Yamada les travaux de la XIe session de la commission mixte tuniso-japonaise.

MAURITANIE

Sortie d'un billet commémoratif de 50 ouguiyas

La Banque centrale de Mauritanie (BCM) a annoncé, la création d'un billet commémoratif de 50 ouguiyas à l'occasion de la célébration du cinquième anniversaire de la création de l'ouguiya (18 juin 1973-18 juin 2023).

Ce billet sera présenté sur trois supports différents : un polymère au centre recouvert de papier des deux côtés, côté en papier coton mélangé avec du sisal, et un en papier au centre recouvert d'une fine couche de polymère des deux côtés.

Commentant l'émission imminente de ce billet dont la création vient d'être décidée par décret présidentiel, M. Mohamed Abdallahi Ould Beibacar, caissier général de la BCM, a mis en exergue les principales caractéristiques et motivations ayant conduit au choix de ce billet pour accompagner la commémoration des 50 ans de la monnaie nationale.

Il a indiqué que le choix du billet de 50 n'est pas fortuit, citant l'aspect symbolique de ce choix correspondant aux 50 ans d'existence de la monnaie nationale, mais aussi le fait que ce billet est celui qui circule le plus, dans les échanges commerciaux quotidiens, et présente des caractéristiques de sécurité évidente. Il a ajouté



également que la BCM travaille actuellement sur plusieurs chantiers de nature à moderniser encore plus son outil de travail, pour accompagner la transformation numérique en cours, pour intégrer la technologie numérique dans tous les domaines de l'activité de la BCM. La réhabilitation du siège, tout en lui conservant son caractère architectural originel et les « efforts (qui) sont également menés pour une mise à niveau des dispositifs techniques, pour être en adé-

quation avec l'ère de la transformation numérique » comptent parmi les activités en cours (ou à venir) qu'entreprend la BCM comme éléments d'une « nouvelle étape importante devant être annoncée au cours des prochains jours, en prenant comme référentiel le symbolisme du chiffre 50, et une série d'activités commémorant cet événement important, qui symbolise la souveraineté monétaire du pays et son indépendance économique ».

A noter que l'ancien billet de 50

ouguiyas reste en circulation, parallèlement au nouveau, jusqu'à extinction naturelle par non apparition sur le marché. Les billets en cours actuellement (1000, 500, 200, 100, 50) remplacent ceux qui étaient en circulation avant le 1er janvier 2018 à savoir : 5000, 2000, 1000, 500, 200 et 100. Il en va de même pour les pièces de monnaie, celles en circulation (20, 10, 5, 1/5) qui entrent en disparition des anciennes : 50, 20, 10, 5, 1 et 1,

EN VUE DE RENFORCER LEUR COOPÉRATION EN MATIÈRE DE TIC

L'Angola et la Zambie signent un mémorandum d'entente

La course à la transformation numérique bat son plein sur le continent. Les gouvernants optent de plus en plus pour des partenariats pour accélérer la transformation numérique de leur pays.

Mário de Oliveira, le ministre angolais des Télécommunications, des Technologies de l'information et de la Communication sociale, et Felix Mutati, le ministre zambien des Sciences et de la Technologie ont signé le lundi 12 juin un mémorandum d'entente visant à renforcer la coopération des deux pays dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC), rapporte l'Agence angolaise de presse (ANGOP). S'exprimant sur le bien-fondé de cette nouvelle signature, M. Oliveira a fait savoir que les deux pays membres de la Communauté de développement

d'Afrique australe (SADC) ambitionnent d'unir leurs forces pour saisir les opportunités offertes par le secteur des télécommunications et des technologies de l'information.

« Nous sommes très intéressés par la connexion de la Zambie par fibre optique. Nous sommes reliés à la République démocratique du Congo (RDC) et à la Namibie. D'ici un mois, nous serons reliés au Congo Brazzaville, à partir de la frontière nord de Cabinda », a déclaré Mário de Oliveira. Ainsi, le protocole d'accord permettra de renforcer la coopération dans des domaines tels que la transformation numérique, l'IA et l'établissement d'une connectivité dorsale transfronta-

lière directe en fibre optique entre les deux pays.

Dans le cadre de cette entente, il est également prévu une coopération en matière de technologie spatiale. La Zambie envisage de s'appuyer sur l'expérience de l'Angola pour mettre en place son propre programme spatial, la formation du personnel et l'échange de connaissances.

Rappelons que le protocole d'accord a été signé en marge de la 3e édition du Forum international des technologies de l'information et de la communication de l'Angola (ANGOTIC) qui s'est tenu du lundi 12 au mercredi 14 juin à Luanda.

MADAGASCAR

Andry Randriamananjana développe des solutions de paiement en ligne pour les locaux et les touristes

La finance numérique se développe à grande vitesse sur le continent africain. A Madagascar, l'ingénieur informatique Andry Randriamananjana développe des solutions de technologies financières pour faciliter les paiements. Andry Randriamananjana est un entrepreneur malgache et un informaticien diplômé de l'institut supérieur polytechnique de Madagascar où il a obtenu, en 1998, un master en informatique de gestion, génie logiciel et intelligence artificielle. Il est le fondateur et le président-directeur général de la fintech Vanilla Pay. Certifié en monnaie digitale, Andry Randriamananjana a officiellement lancé Vanilla Pay en 2018 pour dy-

namiser le secteur financier dans son pays. Sa première solution est un agrégateur de paiements mobiles qui permet aux professionnels du commerce de faire de la vente en ligne de façon sécurisée, pratique et automatique. L'agrégateur intègre tous les opérateurs mobiles de Madagascar et est désormais utilisé par des universités, des centres de formation et les e-businessmen.

Vanilla Pay revendique près de 50 000 utilisateurs actifs pour son agrégateur et a enregistré un pic de 3000 transactions financières par minute. Aujourd'hui, l'entreprise est en passe de mettre sur le marché une solution de paiement international pour les touristes.

Appelée Vanilla Pay International, cette solution qui sera présentée pour la première fois lors du salon ITM (International Tourism Fair Madagascar) qui débute ce jeudi 15 juin, est une application ewallet. Elle permettra aux touristes, une fois à Madagascar, d'effectuer des paiements de leur compte ewallet vers les comptes mobile money des gens opérationnels au pays.

Incubé par Orange Fab en 2019, l'entrepreneur, qui a participé à VIVATECH Paris en 2022, désire « faire de son entreprise une licorne valorisée à des millions d'euros d'ici cinq ans », a-t-il déclaré à We Are Tech Africa. Il réfléchit déjà à plusieurs autres projets, dont

celui de développer un système basé sur la blockchain pour l'échange d'argent en temps réel entre les îles de l'océan Indien.

Avant Vanilla Pay, Andry Randriamananjana a fondé, en 2015, Ariary.net, une start-up qui avait pour objectif de révolutionner le paysage financier à Madagascar et de démocratiser le paiement en ligne. Cependant, sa carrière professionnelle a commencé en 1998 dans l'entreprise informatique Advanced Information Systems, où il était chef de projet offshore. De 2003 à 2009, il a travaillé sur un projet de la Banque mondiale relatif à la mise en place du Système d'information de gestion des dépenses publiques.

ANGOLA

LiraLink Technology et ZTE ouvriront une usine de montage de smartphones 4G et 5G en 2024

En Afrique, plusieurs millions de personnes sont encore privées de l'accès à Internet à haut débit. La situation, qui résulte de plusieurs facteurs tels que l'inaccessibilité du mobile adéquat et la faible couverture télécoms, représente un danger pour l'inclusion numérique porteuse de développement.

La société angolaise LiraLink Technology et l'entreprise chinoise ZTE ont signé mardi 13 juin un accord de partenariat pour l'implantation d'une usine de téléphones mobiles en Angola. L'usine de montage qui doit être opérationnelle en 2024 se focalisera sur la production d'appareils 4G et 5G.

Sous la supervision de Mário Oliveira, le ministre des Télécommunications, des Technologies de l'information et de la Communication sociale, les documents qui entérinent cet accord ont

été paraphés par le directeur général de LiraLink, Walter João et le vice-président du groupe ZTE, Ni-Fei, en marge du Forum international sur les technologies de l'information et de la communication de l'Angola (ANGOTIC), qui s'est tenu du 12 au 14 juin. Le bien-fondé de cette usine de montage de smartphones résulte de la volonté de mettre des téléphones de qualité, à des prix abordables sur le marché. Dans son rapport « From luxury to lifeline : Reducing the cost of mobile devices to reach universal internet access » publié en 2020, l'Alliance for Affordable Internet (A4AI) jugeait que le coût des smartphones est encore assez élevé.

Dans les 187 pays étudiés, le coût moyen mondial d'un smartphone représente environ 26 % d'un revenu mensuel moyen par habitant, soit 104 \$ selon A4AI. Certains pays et régions

présentent un coût encore plus élevé. Par exemple, en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, le coût moyen d'un smartphone dépasse 40 % du revenu mensuel moyen par habitant. « Pire encore, dans les pays les moins avancés, une personne moyenne devrait consacrer plus de la moitié de son revenu mensuel à l'achat d'un smartphone. Les habitants des pays à faible revenu doivent dépenser près de 70 % de leur revenu mensuel moyen pour acheter le smartphone le moins cher disponible sur le marché ».

Selon Lúcia Yang, la directrice de la zone commerciale de la ZTE, l'usine de montage de smartphones qui sera mise sur pied disposera également d'un centre d'assistance pour répondre aux besoins des clients.

SÉNÉGAL

Mamadou Sarr approvisionne les consommateurs en produits agroalimentaires

Informaticien de formation spécialisé dans la création, l'analyse et le traitement de données, ancien élève de l'Orange Digital Center, Mamadou Sarr est à la tête d'une entreprise de production, de transformation et de distribution de produits agroalimentaires.

Mamadou Sarr (photo) est cofondateur, manager et responsable de la communication de Sen Ndawal, une société à responsabilité limitée (SARL) qui, à travers sa plateforme de vente en ligne, aide la population à s'approvisionner facilement et rapidement en produits frais comme le poulet, la viande, le poisson et les légumes, et ce, sans effectuer le moindre déplacement.

Sen Ndawal travaille avec des agriculteurs, qui n'ont pas souvent des compétences en distribution, et assure un écoulement plus rapide de leurs productions afin de leur permettre d'augmenter leurs revenus. Fondée en 2020 par Mamadou Sarr, Khadim Gningue et Ndiaga Gaye, l'entreprise est opérationnelle à Dakar et ambitionne de s'étendre à toutes les grandes villes du Sénégal. Hormis la distribution, elle se concentre aussi sur la production et la transformation de certains produits qu'elle commercialise.

Mamadou Sarr est un informaticien sénégalais diplômé de l'université Alioune Diop de Bambey où il a obtenu, en 2017, un master en mathématiques spécialisées en statistiques et de l'école supérieure polytechnique de Dakar où il a obtenu un master en traitement de données en 2018. Entre 2018 et 2019, il a suivi une formation de data scientist à l'Orange Digital Center. Lui, qui cherchait à se former dans la création ou la mise en place de données pour compléter son portefeuille de compétences, se réjouit d'avoir pu participer à cette formation qui lui a apporté une plus-value qui va au-delà de ses espérances.

ITALIE

De surprenants bons résultats

Le taux de croissance se révèle le plus élevé parmi les grands pays européens. Le 2e semestre s'annonce cependant moins favorable.

Les économistes ont du mal en ce moment à trouver leurs repères. Tandis que l'Allemagne, habituel champion de la zone euro, est devenu le dernier de la classe en plongeant dans la récession (voir Le Revenu n°1744), l'Italie, très longtemps à la traîne, se retrouve au tableau d'honneur.

Les données de ce pays pour le 1er trimestre ont en effet créé la surprise, révélant un taux de croissance de 0,6% par rapport aux trois mois précédents, soit 1,9% en variation annuelle. L'économie de notre voisin transalpin est actuellement la plus dynamique parmi les grands pays européens.

Dans son récent rapport semestriel, l'Institut national de statistique (Istat) a révisé à la hausse ses prévisions : alors qu'il tablait en décembre dernier sur une progression du PIB de 0,4% pour l'ensemble de 2023, il prévoit à présent une croissance de 1,2%, grâce à un début d'année meilleur que prévu, avant un léger infléchissement (+1,1%) en 2024.

Retour massif des touristes

Les prévisions sont basées sur «des hypothèses favorables» d'un recul de l'inflation à court terme et de la mise en œuvre d'un plan de relance dans les deux prochaines années. Même si les transferts de fonds de l'Union européenne ont pris du retard – le gouvernement de Giorgia Meloni

rechignant à remplir les conditions fixées par Bruxelles pour les déblocage –, ce plan de relance devrait bénéficier de l'injection de milliards d'euros. Quoiqu'il en soit, la révision à la hausse des prévisions prouve que l'économie italienne ne fléchit pas face aux vents contraires (inflation élevée, conjoncture mondiale moins favorable...).

La croissance a systématiquement dépassé les attentes depuis le rebond de l'activité à la suite de la forte récession de 2020, due à la pandémie de Covid-19, le PIB ayant progressé de 7% en 2021 et de 3,7% en 2022.

La demande intérieure a été le moteur de l'activité, avec une contribution positive de 0,7 point de PIB. Malgré la hausse des prix, les dépenses des ménages se sont redressées au 1er trimestre (+0,5%), après un recul de 1,6% au 4e trimestre 2022. La hausse de la consommation concerne aussi bien les biens durables (+2%) que les biens non durables (+1,4%). De plus, les indicateurs du début de cette année confirment la dynamique positive des services.

Le tourisme, en particulier, est en forte reprise, comme on le constate dans les principales villes italiennes, où les visiteurs chinois ont commencé à revenir. La saison estivale s'annonce bonne, mais la prudence reste de mise pour le 2e semestre, souligne le Crédit Agricole, car les si-

gnaux parvenus à ce jour ne sont pas tous positifs. L'indice PMI des services est retombé à 54 points en mai, après avoir progressé durant quatre mois d'affilée (57,6 en avril).

Une inflation toujours forte

Dans les autres secteurs, la situation serait encore moins favorable. Les perspectives s'assombrissent en particulier dans l'industrie. Ce secteur a connu un net ralentissement au cours des deux derniers mois, l'indice PMI ayant enregistré sa plus forte contraction en trois ans, à 45,9 points (46,8 en avril).

De façon générale, l'indicateur du climat de confiance de l'Istat a reculé en mai, après plusieurs mois de progression. Le resserrement de la politique monétaire devrait continuer à freiner l'investissement, qui a déjà ralenti au 1er trimestre (+0,8% par rapport au précédent).

Enfin, l'inflation est toujours un sujet d'inquiétude, compte tenu des fluctuations des prix de l'énergie, notamment du pétrole. Après une décelération progressive de janvier à mars, la hausse des prix s'est accentuée en avril, à 8,2%, pour diminuer à nouveau en mai (7,6%).

Le point positif est que l'inflation sous-jacente a reflué pour la première fois, de 6,4 à 6,3% le mois dernier. Elle reste cependant au-dessus de celle des autres grands pays de l'Union.

L'Indonésie passe une grosse commande de radars pour surveiller son espace aérien

L'Indonésie a commandé 13 radars militaires de longue portée à Thales pour renouveler les moyens de surveillance de l'espace aérien de cet immense archipel de 17.000 îles, ont annoncé dimanche le groupe français et l'entreprise publique indonésienne PT Len Industri.

Ces radars Ground Master 400 alpha (GM400?) mailleront le territoire indonésien, permettant à l'armée de «bénéficier d'une image aérienne unique intégrant la détection de tous les types de menaces, qu'il s'agisse d'avions à réaction, de missiles, d'hélicoptères en vol stationnaire ou de drones», affirment-ils dans un communiqué commun. Le montant du contrat, qui s'étend sur plusieurs années, n'a pas été dévoilé. Chaque radar coûte plusieurs dizaines de millions de dollars.

Construits par Thales

Le GM400? est un radar mobile d'une portée de 515 kilomètres et «intègre des capacités d'intelligence artificielle pour gérer les quantités massives de données» qu'il reçoit, a détaillé auprès de l'AFP Pascale Sourisse, présidente de Thales International. L'achat de 13 radars de dernière génération «montre bien la préoccupation de ce pays pour surveiller l'espace aérien environnant et qui est directement liée à la situation dans l'Indo-Pacifique», où la Chine affirme ses ambitions, a-t-elle estimé.

Le contrat prévoit que Thales construise le radar lui-même et le système informatique permettant de traiter l'information reçue (Command and Control). PT Len est de son côté chargé de construire la station sur laquelle le radar sera posé ainsi que certains composants du radar.

Les tensions géopolitiques croissantes dans le monde et des menaces aériennes entraînent une forte croissance du marché des radars et «conduisent Thales à transformer son organisation industrielle et à développer des capacités de production dans de nouveaux pays», outre la France, selon Pascal Sourisse.

ETATS-UNIS

Biden vante son bilan économique et appelle à davantage taxer les plus riches

Il est grand temps que les super-riches commencent à payer leur juste part : en campagne pour sa réélection en 2024, Joe Biden a vanté samedi 17 juin dans l'État-clé de Pennsylvanie ses investissements dans les infrastructures et les technologies de pointe, et appelé à une plus grande taxation des grandes entreprises et des milliardaires. Dans le centre de conférences de Philadelphie, devant un public composé de syndicalistes, le président américain a lancé sous les acclamations être convaincu que «ce pays est sur le point de décoller». «Les investissements que nous avons faits ces trois dernières années ont le pouvoir de transformer ce pays dans les cinq prochaines décennies», a-t-il dit, évoquant le «CHIPS and Science Act», une loi qui prévoit près de 53 milliards de dollars pour la production et la recherche dans le secteur des puces électroniques,

et l'«Inflation Reduction Act», pharaonique plan d'investissement dans l'énergie verte. Si les républicains l'emportent en 2024, ils «vont s'en prendre à vos emplois» en revenant sur ses réformes, a-t-il soutenu. Courtisant le vote des classes populaires, il s'est aussi attaqué aux plus riches. «Ça ne me dérange pas qu'ils soient milliardaires. Il faut juste qu'ils paient leur juste part!», s'est-il exclamé. «Pour faire court: il est temps que les grandes entreprises et les très riches commencent à payer leur juste part». La confédération de syndicats AFL-CIO, qui parrainait ce meeting, lui a officiellement apporté vendredi son soutien pour 2024. Joe Biden, 80 ans, avait annoncé fin avril sa candidature à l'élection présidentielle de 2024, promettant de rendre sa «dignité» à l'Amérique des travailleurs que son rival Donald Trump a en partie séduit.

STOCKS, CRÉDITS SANS FIN, CONSOMMATION ÉPERDUE...

Les tactiques des Argentins face à l'inflation

Certains stockent, pour se prémunir d'un prix imprévisible dans trois ou quatre semaines. D'autres jonglent avec les 2e, 3e marques, ou les mensualités infinies. D'autres enfin consomment comme si demain n'existait pas... Face à une inflation insensée, chaque Argentin a sa stratégie, chacun fait comme il peut. Restaurants bondés, files d'attente au cinéma, méga-concerts aux billets épuisés en quelques heures... Un visiteur étranger à Buenos Aires serait par endroits frappé par l'apparente contradiction entre un pays à 114% d'inflation (sur les douze derniers mois), dangereusement proche de l'insolvabilité, mais débordant de consommation, de vie... Vitalité du

désespoir ? "En tant que société, on est épuisés par les problèmes économiques. Tellement habitués à vivre depuis des années sans stabilité que les gens veulent juste se faire plaisir", explique à l'AFP Santiago Basavilbaso, jeune cuisinier indépendant, pendant qu'il déniche de bons prix de gros au Marché central de Buenos Aires. Il dit avoir "changé (ses) goûts, (ses) achats, pris des marques moins chères, mais... sans cesser de (me) faire plaisir".

La frénésie, aussi, trahit un produit hors de prix désormais pour une partie de la classe moyenne: le rêve d'acheter sa maison, sa voiture. A fortiori dans un pays "dollarisé dans sa tête", ou faute

de confiance en un peso qui se déprécie, le billet vert est le sésame obligé pour toute transaction importante.

"Une maison: hors de portée. Une voiture de qualité: hors de portée. Du coup, qu'est-ce que je fais si je ne pourrai jamais acheter une maison ou une auto ou voyager loin ? Je dépense...", diagnostique Salvador Di Stefano, économiste directeur du cabinet-conseil SDS.

- Une maison, sinon une pizza - "A un autre niveau, poursuit-il, celui qui n'a même pas d'argent pour partir en vacances va à un concert. Et celui qui ne peut même pas se payer un concert va s'offrir une

pizza et une bière". Et les terrasses, trompeuses, se remplissent. Du moins dans la capitale. Dans les centres commerciaux, les magasins, les panneaux aguicheurs jouent la séduction en différé: paiement en 3, 6 ou 12 mensualités, histoire de "liquéfier" le prix. Non seulement pour des achats "importants" type électroménager ou literie, mais aussi pour un vêtement, une paire de chaussures.

"On paie tout en +cuotas+ (mensualités). Sinon avec le salaire d'un seul mois c'est difficile d'acheter certains biens, et insupportable d'économiser plusieurs mois pour voir ce pouvoir d'achat partir en fumée avec l'inflation", décrypte Martin Kalos, écono-

miste de la firme EPyCA et enseignant à l'Université de Buenos Aires.

Mais une majorité n'y arrive pas, même avec des "cuotas". Alors ils stockent. Des produits de première nécessité, non périssables, qu'ils gardent chez eux, en "pariant" sur l'inflation à venir.

"Par exemple début juin j'achète avec ma carte de crédit dix bouteilles d'huile, que je paierai en juillet", mais au prix initial. Et ainsi pour les mois à venir, "l'économie en huile", résume M. Stefano. Qui nuance toutefois l'ampleur du phénomène: dans un pays où le taux de pauvreté atteint 40%, beaucoup, par force, "n'achètent pas plus que ce qu'ils consomment".

CAC 40

Conservation d'une posture Hawkish pour la FED et la BCE

Cet article, en accès libre, est produit par l'équipe de recherche en analyse et stratégie boursière de BFM Bourse. Pour ne manquer aucune opportunité, consultez l'intégralité des analyses et découvrez nos portefeuilles en accédant à notre espace Privilèges.

Le CAC 40 a connu une séance volatile hier, dans la foulée de la conférence de presse de la BCE, venant clôturer le Conseil des Gouverneurs. Sans surprise, la puissante institution financière européenne a relevé de 25 pbs ses taux directeurs, en adoptant un ton particulièrement hawkish, laissant augurer une poursuite d'une politique monétaire ferme pour lutter contre la persistance de l'inflation.

"Mme Lagarde a été très explicite sur ce point [signaler un nouveau resserrement], et a déclaré qu'il était "très probable" que les taux soient à nouveau relevés en juillet, compte tenu des perspectives d'inflation élevée", retient Francesco Pesole, Économiste chez ING.

"Cette déclaration a surpris les marchés, et les rendements à court terme de la zone euro - qui reflètent l'évolution des attentes en matière de taux directeurs - ont augmenté après la conférence de presse (rendements à 2 ans : +8 points de base en Allemagne, +10 points de base en France, +10 points de base en Italie)." Cette réunion de la BCE fait suite à celle, la veille, du FOMC de la Fed, qui a décidé de laisser la rémunération de ses Fed Funds inchangée, tout en conservant un ton particulièrement ferme.

Christian Schermann, Economiste US DWS, note que "le président de la Fed, Jerome Powell, a réitéré la volonté des participants de poursuivre la hausse des taux, tout en soulignant qu'il était "prudent" d'attendre cette fois-ci - en fin de compte, le graphique à points (dot plots) n'est pas un plan d'action et les décisions seront prises d'une réunion à l'autre, a-t-il ajouté. Bien qu'il n'y ait pas eu de discussion sur la manière dont les deux hausses prévues seront effectuées, M. Powell a réaffirmé son approche "réunion par réunion"."

Au chapitre statistique, passé au second plan malgré un programme chargé, les opérateurs ont pris connaissance des ventes au détail, en ligne avec les attentes en données core, de l'indice manufacturier de la Fed de Philadelphie, dans la cible à -13,7, de l'indice manufacturier de la Fed de New York qui repasse de façon bienvenue et territoire positif, et des inscriptions hebdomadaires aux allocations chômage, à 262 000 nouvelles unités, au plus haut depuis le 11 mai. Légère déception sur le volume de production industrielle (-0,2% mensuel), mais pas sur le taux d'utilisation des capacités de production.

Côté valeurs, quelques dossiers emblématiques de la cote ont amplifié la baisse, à l'image de BNP-Paribas (-2,14%), Valloirec (-2,65%), Alstom (-2,72%) ou Rexel (-2,73%). Ipsos a signé une progression de 3,7%, le marché appréciant la journée investisseurs tenue mercredi au cours de laquelle le groupe de sondages et d'études a dévoilé ses ambitions dans l'IA générative. Sur les petites capitalisations, Balyo a bondi de plus de 50% après avoir annoncé qu'il ferait l'objet d'une OPA amicale de la part du géant japonais Softbank.

De l'autre côté de l'Atlantique, les principaux indices sur actions ont repris leur marche en avant, à l'image jeudi du Dow Jones (+1,26% à 34 408 points) ou du Nasdaq Composite (+1,15% à 13 782 points). Le S&P 500, baromètre de référence de l'appétit pour le risque aux yeux des gérants de fonds, a gagné 1,22% à 4 425 points.

Un point sur les autres classes d'actifs à risque: vers 08h00 ce matin sur le marché des changes, la monnaie unique se traitait à un niveau proche des 1,0950\$. Le baril de WTI, l'un des baromètres de l'appétit pour le risque sur les marchés financiers, s'échangeait autour de 70,60\$.

A l'agenda macroéconomique ce vendredi, à suivre en priorité les indices des prix à la consommation en Zone Euro, en données finales pour le mois de mai à 11h00 et outre Atlantique, les données préliminaires de l'indice de confiance des consommateurs (U-Mich) à 16h00.

AIRBUS GROUP

Pourquoi il faut suivre le salon aéronautique du Bourget et son impact sur la bourse

Le Salon international de l'aéronautique et de l'espace (SIAE) ouvre ses portes aux professionnels ce lundi. Durant cet événement prolifique tant en termes de commandes que de communications de groupes cotés, plusieurs points seront à surveiller.

Après quatre années d'absence en raison de la pandémie, le Salon international de l'aéronautique et de l'espace du Bourget (SIAE) fait son grand retour. Événement phare pour l'industrie aéronautique et pour les médias spécialisés, ce salon ne doit surtout pas être négligé par les investisseurs.

Bank of America considère à ce titre que cet événement pourrait constituer un catalyseur pour l'action Airbus, notamment au niveau de ses objectifs de production (voire plus bas). La banque rappelle que ces grands salons aéronautiques s'accompagnent traditionnellement de nombreuses communications pouvant propulser les avions.

"Il y a toujours une accumulation d'annonces lors de ce salon. Au niveau des commandes, évidemment, mais pas seulement. Tous les grands acteurs sont présents et communiquent beaucoup, certains d'entre eux organisant des mini-journées-investisseurs", rappelle Chloé Lemarié, analyste du secteur aéronautique Europe chez Jefferies. Voici un tour d'horizon des principaux points à surveiller en Bourse.

Des commandes (évidemment) en pagaille

Nombre de commandes pourraient être dévoilées et/ou confirmées lors de ce salon habituellement gros pourvoyeur de contrats. Il est toujours difficile de les comptabiliser réellement, car les avions peuvent annoncer différents types d'engagements allant de la simple exercice d'une option, à la commande ferme en passant par la déclaration d'intention, le protocole d'accord, les conversions d'un modèle à un autre, ou les droits d'achats. Ou tout simplement dévoiler l'identité d'un client dont la commande était déjà enregistrée dans le carnet d'ordres. Selon un décompte de l'agence Agefi-Dow Jones, en 2019, Airbus avait engrangé 363 appareils au total et Boeing moins de 300. Mais les commandes fermes ne s'élevaient qu'à 149 Airbus et à 20 pour le groupe américain. La récolte pourrait être plus impressionnante lors de cette 54e édition du Bourget. La méga-commande Turkish Airlines allant jusqu'à 600 avions ne surviendra vraisemblablement pas lors de ce salon car elle dépend d'une décision du gouvernement turc attendue dans deux mois, rapportait Reuters la semaine dernière. Toutefois nombre d'informations de presse ont fait état d'autres gros contrats à venir, dont une partie au moins devrait se concrétiser lors du salon. C'est le cas par exemple d'une commande gros-porteurs d'Emirates, d'une méga-annonce de la compagnie indienne IndiGo (500 monocouloirs évoqués) ou d'importantes commandes de la part de Japan Airlines et sa concurrente All Nippon Airlines. Bank of America recense également des articles évoquant des contrats de la part de Finnair, Riyadh Air, Vietnam Airlines ou Pegasus Airlines.

CRYPTOMONNAIES

Le gendarme boursier va sécuriser les fonds des clients américains de Binance

Le gendarme boursier américain, la SEC, a annoncé samedi qu'elle sécurisera les fonds des clients américains de la plateforme d'échanges de cryptomonnaies Binance, qu'elle a assignée en justice, afin qu'ils puissent retirer leur argent, et éviter que ces actifs ne quittent les États-Unis. Cette annonce s'inscrit dans le cadre de l'assignation en justice par la SEC, début juin, de Binance, plus importante plateforme d'échanges de cryptomonnaies au monde, ainsi que son patron, Changpeng Zhao, pour contournement de la réglementation.

Le tribunal de la capitale fédérale des États-Unis, Washington, chargé de cette affaire, a publié samedi une ordonnance, après avoir trouvé un accord avec Binance et Changpeng Zhao. Il leur est demandé notamment de rapatrier aux États-Unis les actifs des

Toutefois le marché a déjà bien conscience de la vigueur de la demande sur les avions de plus petites tailles et l'attention pourrait se porter davantage sur les plus gros appareils. "Sur les monocouloirs, les carnets de commandes des avionneurs sont vraiment remplis. Je vois davantage de catalyseurs au niveau des gros-porteurs, où de nouveaux contrats pourraient permettre d'avoir une meilleure idée sur les montées en cadence de la production d'Airbus et Boeing sur ces programmes, et donc de leur levier opérationnel", explique Chloé Lemarié, analyste chez Jefferies.

"À l'heure actuelle Airbus est proche de l'équilibre financier sur l'ensemble de ses programmes gros-porteurs (A330, A350)", rappelle-t-elle. "Au-delà des commandes d'avions il sera intéressant de voir celles des moteurs alors que le GTF de Pratt&Whitney (P&W) connaît actuellement des difficultés. Il sera ainsi intéressant de voir quels contrats pourrait annoncer P&W d'une part et CFM International [coentreprise de General Electric et Safran, NDLR] d'autre part", poursuit l'analyste.

Rappelons que P&W, qui appartient à l'américain Raytheon Technologies, est le concurrent direct de CFM International pour équiper les A320 Neo d'Airbus.

Les commentaires sur la chaîne d'approvisionnement

Bank of America le résume bien: "la question qui se posera lors du salon ne sera pas celle de la demande, mais plutôt celle de l'offre". "Avec l'ensemble de l'industrie réunie à l'aéroport du Bourget nous aurons une meilleure connaissance de la trajectoire de la reprise, des taux de production d'avions à court et moyen terme, ainsi que les pénuries éventuelles", poursuit la banque.

Ce sera notamment l'occasion pour Airbus de faire le point sur l'état de sa chaîne logistique qui pâtit de divers soucis, que ce soit au niveau des crutements ou des pièces. Ce qui freine la remontée en cadence de sa production et donc ses livraisons d'avions, le moment où un avionneur reçoit l'essentiel du cash lié à la vente. Le groupe européen tiendra mercredi une conférence avec les investisseurs.

"Ce sera LE grand sujet que le marché suivra pour Airbus. Toute la question sera de savoir où en sont les tensions et quel sera le temps de résolution des difficultés sur la chaîne logistique et si la direction confirmera la date à laquelle elle vise un rythme de 65 avions de la famille A320 produits chaque mois, soit d'ici fin 2024", expose Chloé Lemarié. "Pour l'heure, la communication du groupe sur ces difficultés n'est pas évidente à lire. Quand on écoute les motoristes, les tensions sur la partie chaudronnerie s'améliorent un peu alors qu'on entend des sons de cloches plus prudents sur d'autres produits comme les intérieurs de cabines. Par ailleurs, il existe encore des difficultés sur certains

composants électroniques", développe-t-elle. Les livraisons de mai, publiées la semaine dernière, se sont toutefois révélées encourageantes, crédibilisant l'objectif annuel de la société européenne, de 720 unités.

Bank of America s'attend à ce que le groupe réitère au Bourget l'ensemble de ses objectifs de production pour les monocouloirs et les gros porteurs. "Nous considérons qu'il s'agit d'un point particulièrement important pour le scénario haussier à moyen terme sur l'action Airbus, car l'augmentation des taux de production est essentielle pour accroître les marges (grâce à l'effet de levier opérationnel) et améliorer la génération de flux de trésorerie libre. Ce dernier point est également crucial pour permettre à Airbus d'atteindre une position de trésorerie nette de plus de 10 milliards d'euros, ce qui, une fois atteint, devrait permettre de procéder à des rachats d'actions", explique la banque.

Précisons que Boeing n'est pas non plus épargné par les difficultés, le groupe américain ayant notamment signalé en avril des problèmes d'un de ses fournisseurs d'éléments de fuselage qui pénalisent les livraisons et la production à court terme. Le directeur général du groupe américain, Dave Calhoun, a récemment estimé que les tensions logistiques du secteur pourraient perdurer l'année prochaine, voire, estimait-il, jusqu'à la fin de l'année prochaine.

Le programme A220 d'Airbus

Ce point est spécifique à Airbus. Les analystes financiers attendent l'annonce du lancement d'une version allongée de l'A220, un programme de monocouloirs qu'Airbus avait repris en 2018 au canadien Bombardier Transport, lorsque cette gamme d'appareils portait encore le nom de C-Series. Cité par Reuters, un porte-parole d'Airbus a toutefois écarté le mois dernier l'idée d'une annonce lors du SIAE, reprenant toutefois la déclaration du "super VRP" du groupe, Christian Scherer, qui avait indiqué que la question était "quand" cet avion serait lancé et non pas "si" il serait lancé.

"Bien qu'Airbus ait déclaré publiquement qu'il ne prévoyait pas de lancer l'A220-500 [la potentielle version allongée de l'appareil, NDLR] au salon du Bourget, nous nous attendons à ce qu'il devienne un élément de plus en plus important du marché", juge Bank of America.

"Airbus ne devrait pas annoncer tout de suite le lancement d'une version allongée de l'A220 mais pourrait donner des indications sur les conditions que le groupe attend pour lancer cette version. Une telle décision donnerait davantage d'envergure à cette famille en la plaçant sur le créneau des 170 sièges", considère Chloé Lemarié.

D'autres sujets sont sur la table pour ce programme, pour l'heure déficitaire et dont le seuil de rentabilité devrait être franchi vers le milieu de la décennie, selon les projections d'Airbus.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 15 Juin 2023				
Valeur : 19 Juin 2023				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	135,9108	135,9258
1	EUR	EURO	147,8147	147,8717
1	GBP	POUND STERLING	171,9737	172,0362
100	JPY	JAPANESE YEN	96,1800	96,2176
1	CNY	CHINESE YUAN	19,8021	19,8077
1	CHF	SWISS FRANC	150,3438	150,4103
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	101,9562	102,0061
1	DKK	DANISH KRONE	19,7464	19,7515
1	SEK	SWEDISH KRONA	12,6791	12,6840
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12,7547	12,7705
1	AED	UAE DIRHAM	37,0027	37,0088
1	SAR	SAUDI RIYAL	36,2400	36,2459
1	KWD	KUWAITI DINAR	442,2740	442,4608
1	TND	TUNISIAN DENAR	43,7901	44,1393
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13,4708	13,4723
1	LYD	LIBYAN DINAR	28,1406	28,2849
1	MRI	MAURITANIAN OUGUIYA	3,9566	3,9571
1	SDR	SPEC. DR. RIGHTS	181,2845	181,2845

SAMSUNG

Comment va-t-il protéger les données personnelles quand le Smartphone part en SAV

Le constructeur coréen vient de déployer une nouvelle fonctionnalité dans One UI 5. La surcouche Android dispose à présent d'un « Mode réparation » qui verrouille l'accès à vos données personnelles quand votre smartphone part en réparation.

A chaque fois qu'un appareil part en réparation se pose le même dilemme : devez-vous le vider de toutes les données qu'il contient, ou pouvez-vous faire confiance au technicien qui s'en occupera pour ne pas aller fouiller dans votre album photo ? Samsung est en passe de régler le problème sur certains de ses terminaux utilisant sa surcouche OneUI 5.

Verrouiller l'accès aux données avant l'envoi en SAV

Le constructeur coréen vient en effet d'officialiser le déploiement imminent de son « Mode réparation » dont nous vous parlions déjà cet été. Grâce à lui, il est possible de verrouiller l'accès aux données personnelles comme les photos, les coordonnées bancaires, le carnet d'adresses ou encore les messages avant d'envoyer votre appareil en réparation. « Toutes nos vies sont sur nos téléphones, des informations de cartes bancaires aux photos de famille. Avec le Mode Maintenance, nous nous assu-

rons que les utilisateurs d'appareils Galaxy peuvent garder leur vie privée, même s'ils doivent confier leur téléphone à un tiers » explique Seungwon Shin, le Vice-Président et responsable de l'équipe de sécurité mobile chez Samsung.

Une session utilisateur séparée de la vôtre

Concrètement, le Mode Réparation en cours de déploiement dans OneUI 5 permet de créer un compte utilisateur séparé du vôtre. Samsung explique que grâce à lui, le technicien peut utiliser l'ensemble des fonctionnalités de l'appareil pour tester le bon fonctionnement de ce dernier, sans toutefois pouvoir accéder à vos données privées. Pour l'activer, il faut se rendre dans les Paramètres de l'appareil, puis dans le menu Batterie et maintenance de l'appareil, sélectionner Mode réparation pour enfin activer l'option.

Après redémarrage, le smartphone fonctionne en mode restreint, sans qu'il

ne soit possible d'accéder aux informations personnelles, aux documents, aux photos ou encore aux messages. Par ailleurs, le technicien en charge de la réparation ne pourra pas, non plus, accéder aux applications installées sur le smartphone. Il sera toutefois possible d'en télécharger et d'en installer depuis le Galaxy Store. Néanmoins, toutes les applications installées et données générées dans le Mode Réparation seront en outre automatiquement supprimées une fois le smartphone redémarré sur votre session utilisateur. Testé cet été en Corée sur les Galaxy S21 et lancé en Chine en septembre dernier, le Mode Réparation est en cours de déploiement sur certains appareils utilisant One UI 5, dont les Galaxy S21 et S22. Enfin, le constructeur indique que le déploiement de cette fonctionnalité se fera de manière progressive au cours des prochains, avec un déploiement étendu sur d'autres appareils Galaxy dans le courant de l'année 2023.

CHROME

Une nouvelle corde vient d'être ajoutée son arc pour dominer Firefox

La lecture des vidéos HEVC est désormais activée par défaut dans la dernière version du navigateur de Google, qui s'oppose ainsi à Firefox. En effet, son éditeur Mozilla refuse de payer la licence pour utiliser le codec vidéo.

Google vient d'annoncer la version 107 de son navigateur Chrome. Parmi les nouveautés se trouve la prise en charge par défaut des vidéos qui utilisent le codec HEVC (High Efficiency Video Coding), également appelé H.265, après une phase d'expérimentation dans la version 106. Plus efficace que le H.264/AVC, ce codec vidéo est de plus en plus utilisé, par exemple par Apple qui le plébiscite dans ses iPhone et ses iPad, ainsi que dans son navigateur Safari. Il est par ailleurs employé dans les Blu-ray 4K UHD. Mais la licence de ce codec est payante, contrairement à son concurrent AV1, ouvert et libre (pas de redevance), que Google tente d'imposer.

Le décodage HEVC sur Chrome 107 est disponible pour Windows, macOS, Linux et Chrome OS, mais il n'est possible d'en profiter que sur les plates-formes disposant d'une accélération matérielle, soit au niveau de la carte graphique, soit au niveau du GPU du SoC. C'est désormais le cas pour la plupart des ordinateurs, smartphones et tablettes disponibles sur le marché. Par exemple, l'accélération matérielle HEVC est proposée par Intel depuis la sixième génération des processeurs Core.

Du côté de chez Microsoft, le décodage HEVC est possible dans Edge et à partir de Windows 10 1709, mais nécessite une accélération matérielle et surtout l'achat de l'extension vidéo HEVC dans le Microsoft Store (0,99 dollar). Heureusement, il est possible de se procurer cette extension gratuitement.

Mais deux navigateurs ne gèrent pas les vidéos HEVC : Opera et Firefox. Si Opera n'est pas un acteur majeur, ce n'est pas le cas de Firefox. En effet, la fondation Mozilla refuse de payer la licence.

NETFLIX

Voici comment elle va en finir avec le partage de comptes

Netflix a un plan pour venir à bout du partage de comptes. Dès janvier 2023, le numéro 1 de la VOD va mettre celui-ci en application dans le monde entier. Voici ce qui va changer. Lors de la publication de ses résultats trimestriels, Netflix a de nouveau évoqué la question du partage de comptes. Ces dernières années, le géant de la VOD a déclaré à maintes reprises vouloir mettre un terme à cette pratique, très répandue au sein de sa clientèle.

Bien décidé à serrer la vis, Netflix a confirmé son intention de monétiser le partage de comptes afin de compenser la réduction de son chiffre d'affaires. « Nous avons trouvé une approche réfléchie pour monétiser le partage de compte et nous allons commencer à la déployer à plus grande échelle à partir de début 2023 », indique Netflix dans le rapport transmis aux actionnaires. L'entreprise américaine a déjà mené des expérimentations dans ce sens dans plusieurs pays d'Amérique latine, dont le Chili, le Costa Rica et le Pérou, depuis avril dernier. Visiblement satisfait des résultats obtenus, Netflix va déployer le dispositif dans le reste du monde.

Le plan de Netflix contre le partage de comptes Dès janvier 2023, les abonnés qui partagent leur compte avec un proche qui ne fait pas partie de leur foyer devront payer quelques euros supplémentaires par mois, explique Netflix à nos confrères de Cnet. Ce système de monétisation sera progressivement mis en place dans le monde entier. Concrètement, Netflix va permettre de créer des sous-comptes pour les personnes qui ne vivent pas sous votre toit. Chaque sous-compte disposera de ses propres identifiants, recommandations de contenus et listes de lecture. Avec ce système, Netflix n'interdit pas le partage d'abonnements avec les personnes qui ne résident pas avec vous. La firme se contente de récupérer un peu d'argent en encadrant la pratique.

Si Netflix se calque sur les prix pratiqués en Amérique latine, les prêteurs de comptes américains devront s'acquitter de 3,50 à 4 dollars, soit à peu près le quart du prix d'un abonnement Netflix standard aux États-Unis.

IPHONE

Apple confirme l'USB-C, mais regrette de ne pas avoir le choix

Apple s'est engagé à se plier à la législation européenne qui instaure un port de recharge unique. Les futurs iPhone devraient donc abandonner le Lightning pour un port USB-C. Évidemment, l'entreprise regrette de devoir se soumettre à la loi.

C'est désormais officiel : les futurs iPhone seront bien équipés d'un port USB-C en lieu et place du traditionnel connecteur Lightning. Greg "Joz" Joswiak, vice-président principal du marketing d'Apple, a confirmé ce grand changement lors d'une interview avec nos confrères du Wall Street Journal.

Apple se conformera à la loi Sans surprise, Apple n'est pas enchanté par l'arrivée de l'USB-C. Comme le souligne Greg Joswiak, l'entreprise californienne se conforme à contrecœur à la législation européenne, qui entrera en vigueur dès l'automne 2024.

« Évidemment, nous devons nous conformer, nous n'avons pas le choix », résume Greg Joswiak, précisant que « ce sont les Européens qui dictent le calendrier pour les clients européens ».

Notez que le responsable ne nomme pas la norme USB-C lors de son entretien avec le Wall Street Journal. Il se contente de préciser qu'Apple va se plier à la loi. Outre la sortie d'un iPhone dénué de port, l'USB-C reste cependant la seule solution pour qu'Apple respecte la législation.

De l'USB-C pour les iPhone 15

Si les rumeurs se confirment, l'USB-C devrait faire son entrée sur la gamme des iPhone 15. Attendus dans le courant de septembre 2023, les iPhone 15 seraient déclinés en quatre modèles différents, dont une édition Ultra, encore plus haut de gamme. Apple anticiperait donc d'un an l'entrée en vigueur de la loi européenne. Pour le moment, on ignore si les iPhone vendus en dehors de l'Europe seront également dotés d'un port USB-C. Interrogé sur la question, Greg Joswiak s'est bien gardé de fournir une réponse. On imagine néanmoins qu'Apple va uniformiser le port de recharge de tous ses iPhone dans le monde, notamment pour en faciliter la production.

De plus, de nombreuses voix s'élèvent déjà aux États-Unis pour pousser les autorités à imposer l'USB-C. En juin dernier, plusieurs sénateurs démocrates ont exhorté les législateurs américains à se calquer sur l'Union européenne, afin de « réduire considérablement la quantité de déchets électroniques ».

Agames Alimentent le corps des Bleus	Champignons Hommes des lignes jaunes	Protéines de l'oeil Héritage paysager (2 mots).	Vieille épée	Il ne faut pas en perdre ! Vachement beaucoup !	Langue chinoise	Affections articulaires (en manque d'O) Egrugea
Galettes arabes Escroc du bien			Entre Rome et Berlin		Loi étrangère Article	
Chinoise ou général N'arrêtes pas de toucher la caisse!			Formations de l'ONU...	Pronom Erysimum	Emanium Linéaire A	
Substance de nid d'hirondelle Histoire de bouche à oreille				Outil de mesure Favori	Hormone Sont à corps défendant	
			C'est un fameux trois mâts...		Salut voisin !	Roi des Huns
Arme mythologique (2 mots) Patriote italien					Il ne faut pas le perdre ! Est au bord du gouffre...	
			Le blanc d'oeuf en cuisine Compo-seuse			
Unité d'optique Spoliâmes		Fit des histoires Flûtasse		Viens de l'étranger Commune du 87		Toute petite mesure Enoué
Mesure de Stern	Pas éclairée					Irréfragable
	Radis d'Afrique Raguât				Actrice des Molières Unité extraterrestre ?	
Temps de service En Haute-Saône				Fabrique de PC SA responsable...		
			Ne sont pas à plat Dans le Comminges			
Système d'alerte Ne permettent pas d'avoir la forme !		Compte pas très bien				

CADILLAC CELESTIQ

Grand luxe au silence assourdissant

Sur le plan historique, Cadillac n'a jamais été une marque réellement consciencieuse par rapport à son empreinte écologique. Chantre d'une démesure à l'américaine qui est devenue la carte de visite mondiale de l'American Dream, la marque de luxe a longtemps tablé sur de grosses cylindrées vrombissant en arrière-plan pour mouvoir d'immenses objets clinquants. Tout ça vole en éclats avec l'arrivée de la Celestiq, une grande berline électrique dévoilée la semaine dernière.



Dernière création de la marque de luxe de General Motors (GM), la Celestiq inaugure un changement de paradigme dans l'interprétation du luxe à l'américaine. Cadillac refuse toutefois d'éviter de jeter un regard vers son rétroviseur, reprenant le fameux slogan « Standard of the World » employé dès 1908 pour asseoir sa suprématie. La présence d'une ligne arrière de toit de type « fastback » renvoie une image moderne et assure l'aspect pratique. Son immense empattement et son long porte-à-faux arrière sont là pour témoigner de son

appartenance à Cadillac. La présence d'une ligne arrière de toit de type « fastback » renvoie une image moderne et assure l'aspect pratique. On décèle toutefois un degré d'opulence et de sophistication inégalé pour le constructeur dans l'approche stylistique de l'éclairage, finement intégré à la calandre avant et à l'arrière au moyen de boomerangs écarlates.

Une voûte opulente

L'habitacle fait revenir Cadillac aux sources tout en incorporant les incontournables avancées numériques. L'écran de 55 po est l'exem-

ple le plus frappant. La Celestiq mise aussi sur des combinaisons de matières entièrement personnalisables pour satisfaire la clientèle exigeante qu'elle cible. De nombreuses pièces faites d'aluminium sont façonnées par des imprimantes 3D. Ce sont ni plus ni moins que Rolls-Royce ou Bentley qui sont ici dans la ligne de mire avec une approche aux lignes discontinues « donnant une impression de mouvement autour des passagers », avance-t-on. Le tout est assemblé à la main, statut oblige.

NOUVELLE PEUGEOT 408

Laquelle choisir ?

Nous sommes également très loin d'un coupé SUV, qui présente les mêmes prestations qu'un SUV avec souvent un peu moins de garde au toit à l'arrière. La nouvelle Peugeot 408 est commercialisée cet automne 2022, après avoir fait ses premiers pas au Mondial de l'Auto de Paris. Alors que les deux premiers opus étaient des berlines traditionnelles, cette troisième génération de 408 s'offre un tout nouveau positionnement avec un look de SUV coupé surélevé, et fait le plein de technologies.

Si vous êtes tentés de passer à l'achat, vous vous demandez sûrement quelle Peugeot 408 choisir ? Motorisations, finitions, équipements... On fait le tri dans la gamme du SUV coupé de Peugeot, pour retenir la meilleure des versions.

Quel tarif en France ?

La gamme de la nouvelle Peugeot 408 s'articule autour de 3 niveaux de finition : Allure, Allure Pack et GT, avec un beau niveau d'équipements de série. Côté tarifs, comptez 37.350 euros pour une Peugeot 408 de base, en finition Allure avec le moteur essence PureTech 130 chevaux et la boîte automatique EAT8.

La version de la Peugeot 408 la plus chère s'échange quant à elle à 51.400 euros, pour une GT équipée de la motorisation hybride rechargeable de 225 chevaux. L'amplitude budgétaire est donc non



négligeable : voici notre sélection pour ne pas se tromper de version.

Quelle finition ?

En entrée de gamme, la Peugeot 408 Allure est très bien équipée : cette finition comprend la climatisation automatique bi-zone, l'alerte active de franchissement de ligne, les feux de route automatiques, le démarrage mains-libres, Apple CarPlay et Android Auto sans fil, le combiné numérique Peugeot i-Cockpit de 10 pouces, le système d'infodivertissement à écran tactile de 10 pouces, avec navigation GPS connectée et i-Toggles, le Pack Safety, l'Active Safety Brake, le Pack Safety Plus et Drive Assist, les phares à LED, la caméra de recul et radar arrière, ou encore les vitres et lunette arrière surteintées. Les versions hybrides bénéficient en plus du régulateur de vitesse adaptatif.

SKODA ENYAQ RS (2023)

299 CH pour le SUV électrique Tchèque

Skoda présente l'Enyaq RS, la déclinaison sportive de 300 ch et 460Nm de son SUV électrique. Il ne renie pas sur l'autonomie avec 500km annoncés. Ce n'est une surprise pour personne, l'Enyaq iV reçoit le même traitement sportif que sa déclinaison Coupé il y a peu. Ainsi le Enyaq RS reçoit quelques ajustements esthétiques ainsi que le groupe motopropulseur de 299 ch.

L'Enyaq en habit de sport

La RS se distingue du reste de la gamme Enyaq iV grâce aux jantes en alliage 20 pouces Taurus ou 21 pouces Vision exclusives, aux logos spécifiques sur les ailes avant ou encore à la teinte extérieure exclusive Hyper Green associée à des inserts noirs très brillants.

Les phares Full LED Matrix sont inclus dans l'équipement de série, tout comme les feux arrière à LED et la calandre éclairée. De son côté le grand toit ouvrant panoramique est en option.

Un des intérêts d'opter pour celui-ci plutôt que pour la déclinaison Coupé serait le coffre, bien que celui-ci ne propose que 15 litres de plus au final. Ce sont donc 585 litres qui sont disponibles et jusqu'à 1 710 litres une fois la banquette rabattue.

L'habitacle ne diffère pas de l'Enyaq Coupé RS et reçoit les mêmes sièges baquets et l'habillage en suédine de ceux-ci, des contre-portes, de la planche de bord ou encore de la console centrale. Nous trouvons également le pédalier en aluminium ou encore des inserts en faux-carbone sur les contre-portes et le tableau de bord.

La plus puissante des Skoda

Jusqu'à l'Enyaq Coupé dans sa version RS, le modèle le plus puissant était l'Octavia RS de 245 ch. Désormais, le Enyaq RS prend place à côté de sa sœur en haut de la gamme, avec la même motorisation de 299 ch et 460 Nm.

Ce sont deux moteurs, un sur chaque essieu, qui permettent ainsi d'obtenir la traction intégrale. Ils sont alimentés par une batterie de 77 kWh utiles, de quoi afficher une autonomie de 500 km WLTP sur le cycle mixte. La recharge rapide de 135 kW permet de récupérer de 10 à 80 % en 36 minutes.

Les projets de code de procédure pénale et de code pénal examinés

La Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN) s'est réunie, dimanche, pour l'examen des deux projets de code de procédure pénale et de code pénal, selon un communiqué de la Chambre basse du Parlement.

Présidée par Zouhir Khelladi, président de la Commission, la réunion a été consacrée à l'examen des deux projets de code de procédure pénale et de code pénal.

Lors de cette réunion qui s'est déroulée en présence du vice-président de l'APN, Ouahid Al Sid Cheikh, la Commission a écouté les représentants des ordres des avocats, des notaires, des huissiers de justice, ainsi que les présidents des chambres outre des représentants du ministère de la Justice, a ajouté le communiqué.



CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU Le rôle et le leadership de l'Algérie dans la crise malienne salués

Le Conseil de sécurité de l'ONU a rendu hommage, à l'unanimité, au cours de sa dernière réunion sur le Mali à New York, aux rôle et leadership de l'Algérie, en sa qualité de chef de file de la médiation internationale, pour son engagement continu aux côtés des Maliens sur la voie de la reprise de la stabilité dans leur pays.

Les membres du Conseil ont, sans exception, réaffirmé « la centralité de l'Accord de paix et de réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger (2015), dans le rétablissement d'une paix durable dans ce pays, notamment dans cette phase transitoire de l'histoire du Mali marquée par des échéances électorales importantes devant permettre le retour à l'ordre constitutionnel dans ce pays, prévu au premier trimestre de l'année 2024 ». La plupart des membres du Conseil ont salué « la solidité et la consistance de l'Accord d'Alger qui a permis, entre autres, de préserver le cessez-le-feu entre les parties maliennes, et ce pendant huit années consécutives ».

A ce titre, les membres du Conseil ont appelé les parties maliennes à « la nécessité d'une mise en œuvre diligente et intégrale de l'Accord d'Alger, qui demeure la pierre angulaire pour une paix et une stabilité durables au Mali, et devenue aujourd'hui plus importante que jamais, en particulier dans ce contexte de transition ». Ils ont, également, « rendu hommage aux efforts inlassables de la médiation internationale, sous la direction de l'Algérie, visant à préserver intact l'engagement des parties signataires de l'Accord d'Alger, notamment par le biais des dernières propositions visant à rapprocher les points de vue entre les parties maliennes ».

La majorité des membres du Conseil ont exhorté les parties maliennes à « interagir de manière constructive avec les propositions de la médiation internationale en vue de surmonter l'impasse actuelle et débloquent le processus de paix au Mali en réactivant le Comité de suivi de l'Accord d'Alger (CSA) ». Prenant part aux travaux de cette réunion, le ministre des Affaires étrangères du Mali, Abdoulaye Diop, a adjoint la voix de son pays à celles des membres du Conseil de sécurité en réaffirmant l'engagement du gouvernement malien à poursuivre la mise en œuvre de l'Accord d'Alger ».

R.I.

COOPÉRATION

Goudjil reçoit l'ambassadrice de Turquie en Algérie

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil a reçu, dimanche, l'ambassadrice de la République de Turquie en Algérie, Mahinur Ozdemir Goktas qui lui a rendu une visite d'adieu, suite à sa nomination ministre au sein du nouveau gouvernement, après la réélection du président de la République de Turquie, M. Recep Tayyip Erdogan pour un troisième mandat, indique un communiqué de la chambre haute du Parlement.

Après avoir présenté ses félicitations à Mme Goktas, pour sa nomination au sein du nouveau gouvernement turc, le président du Conseil de la nation a rappelé les relations « qualitatives, privilégiées et historiques » entre les deux pays frères liés, a-t-il dit,



par « un accord de partenariat stratégique appelé à être approfondi davantage », selon la même source.

Ces relations, poursuit M. Goudjil, connaissent « un bond qualitatif en termes de coordination et de coopération dans les

différents domaines, conformément à la volonté politique qui anime les dirigeants des deux pays, M. Abdelmadjid Tebboune et M. Recep Tayyip Erdogan ». M. Goudjil a, en outre, passé en revue les domaines de coopération entre les deux pays, qui ont

été traduits par la signature de plusieurs accords. A l'international, le président du Conseil de la nation a rappelé les positions de l'Algérie concernant de nombreuses questions régionales et internationales d'intérêt commun, notamment la question palestinienne et le droit des peuples à l'autodétermination. Mme Goktas s'est, quant à elle, félicitée des relations algéro-turques qui sont appelées à être « davantage renforcées à la lumière de la politique judicieuse du Président Abdelmadjid Tebboune, du retour en force de la diplomatie algérienne et de la place de leader de l'Algérie dans les fora internationaux ».

SOUTIEN AUX RÉFUGIÉS SAHRAOIS

Le bureau de l'UNICEF en Algérie distingué

Le Bureau Algérie du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a été consacré parmi les cinq lauréats des équipes de l'UNICEF les plus performantes eu égard au « soutien impressionnant » aux enfants réfugiés sahraouis et à leurs familles.

Cette distinction annoncée et célébrée par le Conseil d'administration de l'UNICEF, vendredi à New York, constitue un témoignage concret et un hommage mérité pour le travail de qualité fourni par les équipes de l'UNICEF et de ses partenaires sur le terrain en faveur des réfugiés sahraouis.

Par cette distinction, l'UNICEF « réaffirme son engagement au profit des enfants sahraouis réfugiés, de leur éducation et de leur santé, ainsi que de leurs familles ». En présentant les cinq équipes lauréates de l'UNICEF qui « travaillent pour promouvoir les droits des femmes et des enfants, qui défendent les valeurs centrales de l'or-

ganisation et qui obtiennent des résultats formidables », la directrice générale de l'UNICEF, Catherine Russell, a salué le « travail formidable réalisé par le Bureau Algérie pour renforcer l'éducation et les services de santé pour les réfugiés sahraouis ».

Une vidéo rendant hommage aux efforts et réalisations du Bureau Algérie de l'UNICEF dans les camps de réfugiés sahraouis, pour renforcer l'éducation et les services de santé, a été diffusée durant la session de clôture du Conseil d'administration.

Cette vidéo préconise d'« aller de l'avant pour changer la vie des enfants sahraouis réfugiés et de leurs familles », et met en exergue le plan stratégique 2021-2025 de l'UNICEF pour leur éducation et pour lequel il a adopté une « approche novatrice fondée sur des données probantes ». En outre, cette vidéo souligne que « cette stratégie a été saluée comme étant une réalisation historique, y compris par l'envoyé spécial du secrétaire général

pour le Sahara occidental, dans son rapport au Conseil de sécurité en octobre 2022, et a permis de former 800 enseignants, de fournir du matériel d'apprentissage et d'améliorer l'infrastructure scolaire, y compris l'équipement de salles de classe d'ordinateurs pour les élèves, en plus des services de santé maternelle et infantile pour 21.000 enfants ».

Pour rappel, l'UNICEF a été créé en décembre 1946 par l'ONU dans l'objectif de protéger et promouvoir les droits de tous les enfants. Installé en Algérie depuis novembre 1962, l'UNICEF accompagne les efforts du gouvernement pour l'amélioration du bien-être des enfants, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation.

L'Algérie figure parmi les 36 pays élus comme membres du Conseil d'administration de l'UNICEF pour le mandat 2022-2024.

LIBERTÉS ET PROSPÉRITÉ

Le nouveau classement des pays africains selon Atlantic Council

Le think tank Atlantic Council vient de publier son « 2023 Freedom and Prosperity Indexes » qui mesure l'évolution de la prospérité et des libertés dans le monde avec pour objectif de démontrer la corrélation entre ces deux indicateurs (classements des pays africains en bas de page).

Pour ce qui concerne la prospérité, si autrefois l'Afrique du Nord et l'Afrique du Sud tenaient le haut du pavé, aujourd'hui le podium africain est occupé par Maurice, les Seychelles et le Gabon, suivis de la Tunisie et de l'Algérie. L'Afrique du Sud poursuit sa régression et ne se place que 9e.

Entre 1995 et 2022, la progression de l'Afrique subsaharienne s'est particulièrement illustrée au niveau de l'éducation, de la santé et de l'environnement.

Sur les 6 pays dont la prospérité a le plus progressé dans le monde, 5 sont en Afrique subsaharienne : Guinée Equatoriale, Malawi, Ethiopie, Sierra Leone et Rwanda. Seul le Cameroun parvient à se hisser dans ce peloton.

Du point de vue des libertés, les pays africains jugés les plus avancés sont les Seychelles, le Cap Vert, Maurice, la Namibie, le Botswana ou encore le Ghana.

Sur la période de 1995 à 2022, c'est l'Afrique subsaharienne qui affiche la plus forte progression dans le monde, même si les libertés économiques y ont davantage progressé que les libertés politiques ou l'état de droit.

Enfin, concernant la corrélation entre libertés et prospérité, elle n'apparaît pas en Afrique de manière probante. Le Gabon 3e du point de vue de la prospérité n'est que 26e sur le plan des libertés. L'Algérie, 5e pays le plus prospère n'est que 39e pour ce qui concerne les libertés. A contrario, le Lesotho, 47e sur le plan de la prospérité se place dans les 10 pays africains les plus libres.

Fondé en 1961 et basé à Washington, Atlantic Council est un think tank américain spécialisé dans les relations internationales et réputé proche des Démocrates. Il est financé par plusieurs gouvernements, dont les États-Unis, mais aussi la Norvège ou les Emirats Arabes Unis, ainsi que plusieurs donateurs comme le Congrès mondial ukrainien, la philanthrope américaine Adrienne Arsht ou encore le milliardaire libanais Bahaa Hariri.